



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration – Soixante-dix-septième session
Rome, 10-11 décembre 2002

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE

POUR LE

**PROGRAMME D'AUTONOMISATION DES COMMUNAUTÉS LOCALES À
KALIMANTAN EST**

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME	iv
RÉSUMÉ DU PRÊT	v
NOTE DE PRÉSENTATION	vi
PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA	1
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Indonésie	2
DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME	4
A. Zone du programme et groupe cible	4
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	5
D. Coûts et financement	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	9
F. Organisation et gestion	9
G. Justification économique	11
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	12
J. Aspects novateurs	13
TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ	13
QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION	13
ANNEXE	
RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ POUR LE PROGRAMME	15



APPENDICES

I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. PREVIOUS IFAD FINANCING (FINANCEMENT ANTÉRIEUR DU FIDA)	2
III. LOGICAL FRAMEWORK MATRIX (MATRICE DU CADRE LOGIQUE)	3
IV. EXPENDITURE ACCOUNTS BY COMPONENT (COMPTES DE DÉPENSES PAR COMPOSANTE)	7
V. ORGANIZATION AND MANAGEMENT (ORGANISATION ET GESTION)	11
VI. FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS (ANALYSE FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE)	14

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Rupiah indonésienne (IDR)
1,00 USD	=	9 000 IDR
1,00 IDR	=	0,0001 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

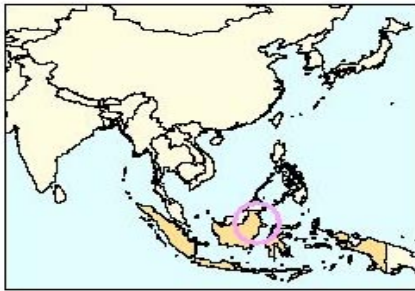
BAsD	Banque asiatique de développement
BNCP	Bureau national de coordination du programme
CARE	Coopérative d'assistance et de secours à toutes les parties du monde
CGPD	Conseil de gestion du programme dans le district
FIC-ID	Fonds d'investissements communautaires induits par la demande
GAA	Groupe d'auto-assistance
GTZ	Office allemand de la coopération technique
MFF	Mécanisme flexible de financement
MSI	Mécanisme spécial d'intervention
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi et évaluation
UDGP	Unité de district de gestion du programme
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
UPFP	Unité provinciale de facilitation du programme
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE

Année budgétaire

1^{er} janvier - 31 décembre

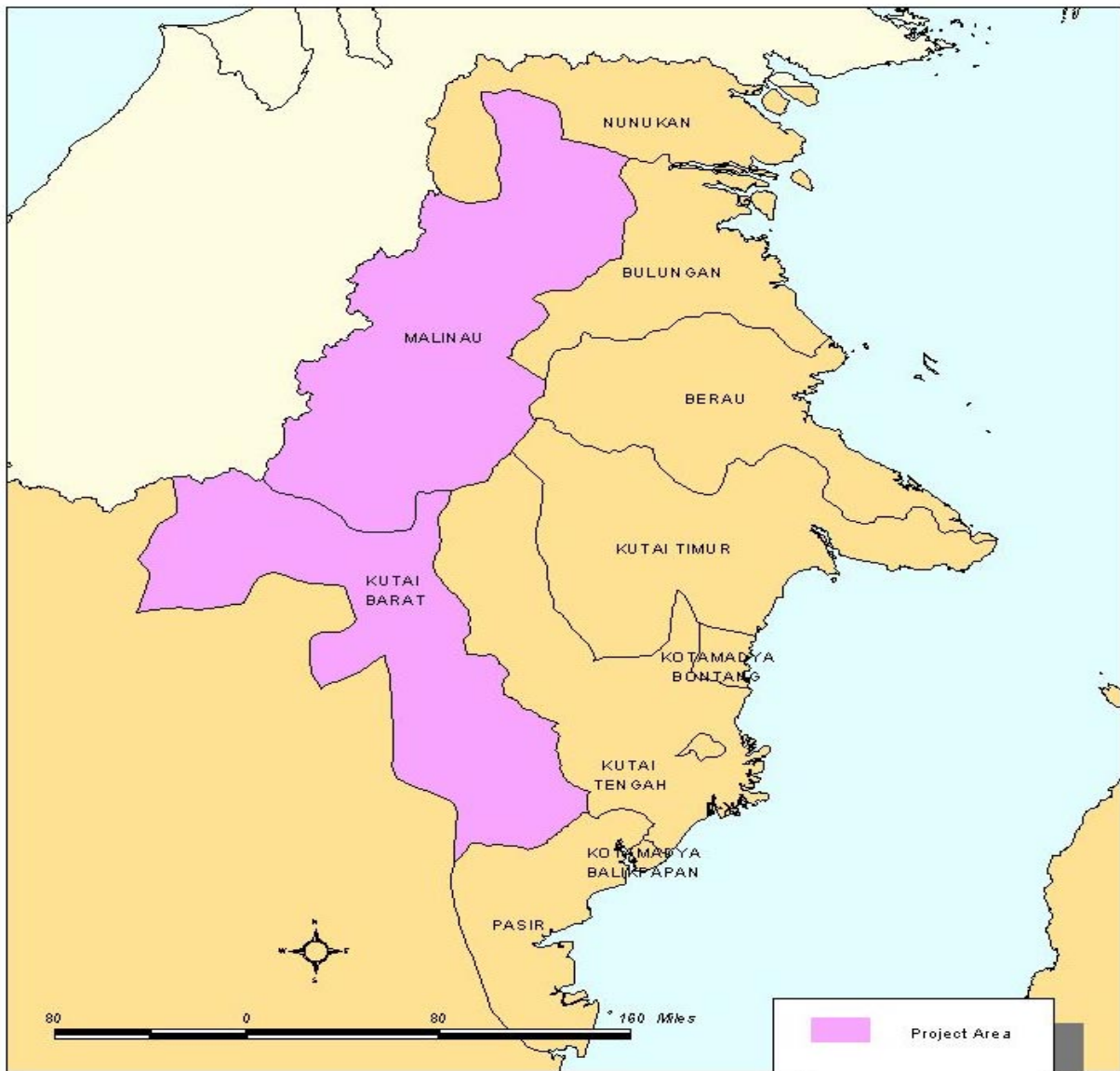
CARTE DE LA ZONE DU PROGRAMME



INDONESIA

EAST KALIMANTAN LOCAL COMMUNITIES EMPOWERMENT PROGRAMME

Project Area



Source: IFAD

The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof

Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE

PROGRAMME D'AUTONOMISATION DES COMMUNAUTÉS LOCALES À KALIMANTAN EST

RÉSUMÉ DU PRÊT

INSTITUTION INITIATRICE:	FIDA
EMPRUNTEUR:	République d'Indonésie
ORGANISME D'EXÉCUTION:	Ministère de l'agriculture/Agence pour la valorisation des ressources humaines du secteur agricole
COÛT TOTAL DU PROGRAMME:	26,47 millions de USD
MONTANT DU PRÊT DU FIDA:	15,10 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,96 millions de USD)
CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
COFINANCEUR:	Aucun
CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:	5,62 millions de USD
CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:	886 287 USD
INSTITUTION CHARGÉE DE L'ÉVALUATION PROSPECTIVE:	FIDA
INSTITUTION COOPÉRANTE:	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)



NOTE DE PRÉSENTATION

Groupe cible et zone du programme. Ce programme de 12 ans vise à atteindre quelque 39 000 ménages (soit environ 160 000 habitants) vivant dans 240 des villages les plus pauvres de cinq districts pauvres de la province de Kalimantan Est. Le programme débutera dans un district au cours de la première phase et s'étendra graduellement aux autres districts à condition que sa performance ait été jugée satisfaisante.

Objectifs du programme. L'objectif d'ensemble est d'améliorer la situation socioéconomique des communautés locales les plus pauvres dans Kalimantan Est. Plus spécifiquement, le programme vise à: i) autonomiser les communautés locales en encourageant la création d'institutions villageoises solides et viables qui auront largement accès aux ressources productives et en contrôleront la gestion; ii) faciliter l'apport des ressources techniques et financières nécessaires au développement économique des communautés; iii) améliorer l'accès aux services villageois d'éducation et de santé ainsi que leur qualité et renforcer les infrastructures villageoises; iv) établir les systèmes institutionnels nécessaires à l'enregistrement officiel des droits revendiqués par les villages sur les terres traditionnelles; et v) mettre en place des services efficaces de gestion du programme.

Description du programme. Le programme vise à autonomiser les communautés locales en encourageant la création d'institutions villageoises solides et autosuffisantes, qui serviront de fondement aux diverses activités de développement socioéconomique et d'amélioration des infrastructures financées par le programme. Les institutions auxquelles on s'intéressera plus particulièrement sont les conseils de représentation du village et les organes d'exécution qui en dépendent, les communautés villageoises, les groupes d'auto-assistance/d'intérêts communs (hommes et femmes) avec l'accent mis sur la gestion de l'épargne et du crédit, et les groupes d'agriculteurs. Ces institutions villageoises recevront la formation administrative et financière requise pour pouvoir utiliser de façon productive, équitable et durable les ressources dont elles disposent. Les groupes cibles seront chargés de définir la portée des activités du programme dans le village, afin que le processus de développement soit participatif et induit par la demande. On mettra à profit l'atout que possèdent les organisations non gouvernementales (ONG) pour promouvoir la participation effective, en particulier celle des secteurs marginalisés et spécialement pauvres de la société, en leur attribuant un rôle de chef de file dans toutes les activités d'autonomisation de la communauté. L'accent mis sur le développement des institutions villageoises et une approche participative requiert une grande souplesse dans l'exécution et les allocations budgétaires. Le programme sera donc centré sur la mise en œuvre d'un processus de développement, par lequel les activités spécifiques de développement sont définies et financées, plutôt que sur l'exécution d'un ensemble d'activités et d'objectifs prédéfinis.

Avantages du programme. Étant donné que les activités et investissements du programme seront induits par la demande, il n'est pas réaliste de procéder à des analyses financières et économiques d'ensemble. Les avantages spécifiques seront notamment: des communautés locales plus solides et plus autosuffisantes, des revenus améliorés et plus diversifiés, une plus grande sécurité alimentaire, une jouissance plus sûre de la terre et des ressources forestières, une gestion plus durable de la terre et des ressources forestières, de meilleures installations villageoises et de meilleurs services de santé et d'éducation, et des ONG mieux à même de soutenir les programmes de développement.

Risques du programme. Certains des districts de Kalimantan Est sont de constitution récente et ont de faibles moyens administratifs. On a tenu compte de ce risque en proposant d'établir une structure de gestion indépendante pour le programme, qui ne reposera pas sur les moyens existants de l'administration et n'exigera pas trop d'eux. Le programme demandera aux ONG locales retenues par contrat de travailler avec les communautés ciblées, en particulier pour le renforcement des capacités des institutions villageoises. Bon nombre d'ONG locales restent méfiantes à l'égard du gouvernement. Il faudrait créer des conditions de travail propices à la collaboration entre les prestataires de services du secteur public et les autres.

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À
LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE
POUR LE
PROGRAMME D'AUTONOMISATION DES COMMUNAUTÉS LOCALES À
KALIMANTAN EST

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République d'Indonésie d'un montant de 15,10 millions de DTS (équivalant approximativement à 19,96 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du programme d'autonomisation des communautés locales à Kalimantan Est. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS).

PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES
ACTIVITÉS DU FIDA¹

A. L'économie et le secteur agricole

1. L'économie indonésienne commence à se relever de la grave crise financière qui a frappé le pays en 1997/98 lorsque l'économie s'est contractée d'environ 20% dans l'ensemble. En 2000 et 2001, les taux de croissance de l'économie ont été de 4,9% et 3,3%, respectivement. Mais sur le plan sectoriel, le redressement reste cependant précaire. La consommation privée est le principal moteur de la croissance. La lenteur de cette croissance en 2001 s'explique en grande partie par un ralentissement dans les secteurs des échanges commerciaux. Le taux de croissance des exportations de biens et services est tombé de 26,5% en 2000 à 1,9% en 2001. La tendance négative de la croissance économique a été exacerbée par le fait que la croissance a diminué dans l'agriculture, les mines et les industries extractives et qu'elle a fortement ralenti aussi dans le secteur manufacturier. L'inflation a augmenté depuis 2000 et l'on estime que le taux d'inflation moyen (basé sur l'indice des prix à la consommation) atteindra environ 10% en 2002.

2. Le secteur agricole (y compris les forêts et la pêche) a beaucoup perdu de son importance au cours des 20 à 30 dernières années. Il compte pourtant encore pour 40% environ de l'emploi total et représentait plus de 17% du produit intérieur brut (PIB) en 2000. L'Indonésie reste l'un des principaux producteurs du monde d'un large éventail de produits agricoles, qui formaient 18% des exportations totales en 1998. Elle est devenue autosuffisante en riz au milieu des années 80, mais la production totale a atteint un plafond ces dernières années, en partie à cause de la conversion des terres à des fins non agricoles. Dans le sous-secteur de l'élevage, le cheptel et la production ont fortement augmenté, en particulier dans l'Est de l'Indonésie. L'essentiel de la production est consommé dans le pays, mais on s'efforce de trouver des débouchés à l'exportation. Dans le sous-secteur forestier, l'Indonésie est le plus grand exportateur de bois et de produits ligneux de l'Asie du Sud-Est. Les ressources forestières de Kalimantan Est ont été massivement exploitées par les sociétés d'abattage. En dépit des politiques et réglementations officielles, les zones de concession sont

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.



rarement gérées en vue de durer, la surexploitation du bois d'œuvre est courante et les obligations de reboisement ne sont pas respectées.

3. Aux termes de la loi, toutes les ressources forestières sont administrées par l'État, qui concède les droits d'exploitation à des sociétés privées. Le nombre de concessions avait atteint un pic de 579 en 1991, mais est redescendu ensuite pour s'établir à 427 en 1997/98. L'Indonésie a subi une destruction massive de ses forêts au cours des dix à vingt dernières années suite aux activités de ces sociétés, alliées aux incendies de forêt et au déboisement pratiqué en vue des cultures de plantation. Le contre-plaqué est devenu le principal produit d'exportation sous l'effet des politiques de l'État qui a d'abord interdit l'exportation des grumes, puis celle du bois d'œuvre scié. L'industrie de transformation du bois a été autorisée à s'étendre, sans considération des disponibilités en bois d'œuvre, ce qui a conduit à une surcapacité importante. Cette situation s'est aggravée avec l'assouplissement des interdictions frappant l'exportation de grumes et de bois d'œuvre scié, intervenu après la crise financière. L'insuffisance de l'offre officielle de bois d'œuvre est comblée par l'abattage illégal, qui représenterait, selon les estimations, près de la moitié du bois d'œuvre récolté.

B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA

4. Les projets passés qui intéressent le présent programme fournissent entre autres les enseignements suivants: i) les groupes d'agriculteurs n'ont servi que d'instruments pour rendre l'exécution du projet plus efficace et n'ont donc eu qu'une viabilité limitée après l'achèvement du projet; ii) il faut renforcer les institutions villageoises pour permettre aux communautés locales d'avoir accès aux institutions extérieures; iii) il faut réorienter le personnel de vulgarisation sur le terrain afin qu'il fournisse les services en réponse à une demande et en ciblant les clients; iv) le secteur informel/non agricole peut jouer un rôle stratégique en diversifiant les activités génératrices de revenus des ménages pauvres et en améliorant leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance; v) le microfinancement peut être très efficace pour réduire la pauvreté, mais il faudrait viser à rendre les pauvres en mesure de gérer leurs propres ressources financières plutôt qu'à leur permettre d'accéder au crédit; vi) on néglige souvent le rôle des femmes dans les activités agricoles et non agricoles. Il faudrait orienter vers les femmes les activités de formation en agriculture et en élevage. La performance des groupes de femmes est souvent supérieure à celle des hommes; vii) il faudrait asseoir la gestion des ressources naturelles sur les connaissances locales des agriculteurs; et viii) la sécurité de jouissance de la terre et des ressources naturelles est d'importance capitale pour améliorer la productivité et donner à la sécurité alimentaire une base solide.

C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Indonésie

Politiques de l'Indonésie en matière d'éradication de la pauvreté

5. Dans le passé, le gouvernement a adopté un certain nombre de programmes spéciaux destinés à élever les niveaux de vie des pauvres. Ces programmes s'adressaient généralement à des villages plutôt qu'à des ménages pauvres. La stratégie du gouvernement est centrée aujourd'hui sur un certain nombre de programmes de réduction de la pauvreté, comme le programme de développement de l'infrastructure d'appui pour les villages moins avancés, qui offre un financement aux villages restés à la traîne dans certains sous-districts et destinés expressément à des améliorations d'infrastructures; le programme P4K – Phase III financé par le FIDA et la Banque asiatique de développement (BAsD), qui ouvre l'accès au microcrédit aux groupes d'agriculteurs pauvres vivant dans plus de 120 districts de 12 provinces; et le programme de développement à l'échelon du sous-district (Kecamatan), qui fournit une ligne de crédit renouvelable aux sous-districts les plus pauvres pour le financement d'initiatives villageoises de développement.



Les activités d'autres bailleurs de fonds pour l'éradication de la pauvreté

6. L'Office allemand de la coopération technique (GTZ) réalise actuellement deux programmes dans le Kalimantan Est: le programme de gestion intégrée des incendies de forêt et le programme de décentralisation et de réforme de la gouvernance (P4D). En outre, le GTZ a en réserve un programme de renforcement des capacités des gouvernements et parlements locaux dans les trois districts de Kutai (Ouest, Est et Kartanegara). La Fondation Ford travaille à la classification des revendications portant sur la terre et des droits d'occupation de la terre et à la fourniture du matériel et de la formation nécessaires à la cartographie participative des forêts communautaires. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dispense, par le biais de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement, une formation en gestion décentralisée des ressources communautaires. La Fondation Ford et l'USAID travaillent avec le Département des forêts de district de Kutai Ouest. Enfin, la Coopérative d'assistance et de secours à toutes les parties du monde (CARE) tient un bureau à Kutai Ouest depuis 2000. Elle a réalisé des programmes dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture.

7. **Activités des organisations non gouvernementales (ONG).** Depuis *reformasi*, (Période de réformes politico-économiques consécutives à *Crismon* 1997), les ONG se sont établies en grand nombre dans Kalimantan Est. Il existe maintenant plus de 20 ONG locales, dont beaucoup visent à autonomiser les communautés autochtones des régions d'altitude. On comprend de mieux en mieux que la nouvelle ère de transparence du gouvernement exige des ONG qu'elles élargissent leur rôle au-delà de leur fonction traditionnelle de défense des intérêts pour assumer des responsabilités directes dans l'exécution des programmes de développement. Certaines de celles qui travaillent dans Kalimantan Est se sont engagées dans cette voie, notamment System Hutan Kerakyatan (SHK), ONG Concern pour la recherche sur les questions environnementales (BIOMA), *Puti Jaji* (Institut pour l'autonomisation des populations autochtones), Institut pour l'environnement et l'autonomisation des populations (PLASMA). Ces ONG pourraient devenir des partenaires à part entière dans l'exécution du programme proposé.

Stratégie du FIDA en Indonésie

8. Selon l'exposé des options et stratégies d'intervention par pays de 1998, le FIDA devrait concentrer son soutien financier sur les régions marginales et écologiquement dégradées, en donnant la priorité aux îles orientales et à Kalimantan. Les agriculteurs marginaux souffrant d'un déficit alimentaire, et les communautés indigènes et les ménages dirigés par une femme forment le groupe cible prioritaire du FIDA. L'appui du FIDA sera axé sur le développement de l'agriculture pluviale, le microfinancement, les infrastructures communautaires, les activités extra-agricoles génératrices de revenus et l'appui aux institutions de base locales.

Raison d'être du programme

9. Le programme repose sur l'autonomisation des communautés par le développement d'institutions villageoises solides et viables, tant formelles que traditionnelles. Ces institutions recevront la formation voulue pour se doter des moyens (en termes de connaissances administratives, financières et techniques) qui leur permettront de gérer les ressources naturelles. Les communautés locales ciblées auront à définir la portée des activités du programme au niveau du village afin d'acquérir la pleine maîtrise du processus de développement. Les ONG auront le rôle principal dans les activités de renforcement des moyens d'action de la communauté, étant donné l'atout qu'elles possèdent lorsqu'il s'agit d'obtenir une participation efficace, y compris celle des ménages pauvres. Enfin, le programme s'appuiera sur les réformes politiques et administratives encouragées par le gouvernement. Ces réformes visent à créer une société plus ouverte fondée sur une meilleure prise de conscience des droits des personnes et des communautés locales, tout en soutenant un processus de décentralisation et d'autonomie régionale.

DEUXIÈME PARTIE – LE PROGRAMME

A. Zone du programme et groupe cible

10. **Zone du programme.** Le programme intéressera cinq des huit districts ruraux de la province de Kalimantan Est. Quatre des cinq districts, y compris celui de Kutai Ouest où le programme fera débiter ses activités, ont été créés en octobre 1999. Ces districts sont subdivisés en 73 sous-districts qui comprennent 1 074 villages ruraux et 72 villages urbains. Plus de 60% des 2,4 millions d'habitants de Kalimantan Est sont urbanisés. La densité moyenne de la population varie entre 19/km² dans les zones rurales près de la côte à moins de 1/km² à l'intérieur des terres. Au cours de la période 1994-1998, le taux de croissance de la population a été en moyenne de 3,5%, largement supérieur à la moyenne nationale de 1,6%. Les femmes forment 47,7% de la population totale. Un ménage compte en moyenne 3,9 personnes. On estime que les principaux groupes ethniques (Lundayeh, Kenyah, Punan, Bahau, Penehing, Benuaq, Bentian, Dayak Pasir, Tunjung et Kutainese) constituent 25 à 30% de la population totale. Nombre d'entre eux ont leur langue et leur culture propres.

11. Les sols de Kalimantan Est sont généralement peu profonds, pauvres en nutriments et intensément lessivés. Cette structure, alliée à la déclivité (environ 60% des terres ont une déclivité supérieure à 20%) et leurs conditions physiques peu favorables, fait que 13% seulement de la zone est considérée comme propre à la mise en culture annuelle. L'utilisation des ressources se caractérise par une grande diversité (plus de 100 variétés de riz sont cultivées, de même que 200 autres espèces de plantes). La grande variété de plantes récoltées et d'animaux témoigne de l'immense biodiversité d'une forêt humide gérée sans être détruite par les communautés locales, qui ont appris à en utiliser durablement les ressources pendant des centaines d'années. Presque tous les ménages possèdent de la volaille et quelques-uns ont du bétail. En général, le bétail est élevé de façon extensive, pratiquement sans intrants sous forme de soins vétérinaires ou d'aliments améliorés. La maladie de Newcastle est largement répandue et décime régulièrement les populations de poules.

12. Les ressources forestières de Kalimantan Est ont été massivement exploitées par les sociétés concessionnaires. En dépit des politiques et réglementations officielles, les zones concédées sont rarement gérées de manière à durer. La surexploitation du bois d'œuvre est courante et les obligations contractuelles de reboisement une fois l'abattage terminé sont rarement observées. Officiellement, depuis que l'abattage a commencé dans les années 60, on a extrait 180 millions de m³ de grumes de plus de 4 millions d'hectares. On pense que la zone d'abattage est en réalité beaucoup plus vaste, compte tenu de l'abattage illégal. Les zones allouées aux concessions ont toujours englobé les ressources en terres et forêts que les communautés indigènes considéraient traditionnellement comme les leurs en vertu de la loi Adat (droit coutumier). Lorsque ces ressources leur ont été enlevées pour être transférées à d'autres, les communautés indigènes n'ont généralement été ni consultées au préalable, ni indemnisées. Les incendies de forêt ont détruit les moyens de subsistance des communautés locales. Ces incendies ont causé de grands dégâts en 1982/83, 1986, 1991 et 1994 ainsi qu'en 1997/98 lorsque près de 5,2 millions d'ha, ou 26% de la superficie totale de la province, ont été réduits en cendres.

13. **Groupe cible.** Les données du Programme de filet de sécurité sociale (BKKBN) considèrent comme pauvres 29% de tous les ménages des huit districts ruraux de Kalimantan Est, avec une fourchette allant de 18 à 39% selon les districts. Les principales causes de la pauvreté des communautés vivant en altitude sont: i) l'éloignement et le peu de débouchés commerciaux; ii) la destruction progressive de la base des ressources naturelles par le déboisement et les feux de forêt; iii) le manque de capital et la nécessité d'acquérir de nouvelles connaissances pour accroître la productivité; et iv) le manque de services de santé et d'éducation. Les ménages pauvres connaissent une forte insécurité alimentaire. La plupart des pénuries de vivres se produisent dans les mois qui précèdent immédiatement la récolte de riz. Pour les ménages les plus pauvres (qui manquent en général de bras), ce déficit peut se prolonger pendant six mois. Les stratégies d'adaptation les plus

utilisées consistent à ramasser et vendre les produits forestiers non ligneux, à diversifier l'alimentation, à chercher un emploi en dehors de l'exploitation et à vendre le bois d'œuvre récolté illégalement.

B. Objectifs et portée

14. Le programme a pour objectif global de développement d'améliorer la situation socioéconomique des communautés locales les plus pauvres de Kalimantan Est (voir le cadre logique à l'appendice III). Il vise à autonomiser les communautés locales par la mise en place d'institutions villageoises solides et autosuffisantes, qui seront capables de gérer les ressources du village de manière productive, durable et équitable. Les objectifs spécifiques des composantes sont: i) autonomiser les communautés locales par la mise en place d'institutions villageoises durables; ii) faciliter l'apport des ressources techniques et financières nécessaires au développement économique à assise communautaire; iii) améliorer l'accès aux services villageois de santé et d'éducation ainsi que leur qualité, et renforcer les infrastructures villageoises; iv) établir les systèmes institutionnels nécessaires à l'enregistrement officiel des droits revendiqués par le village sur les terres traditionnelles; et v) créer les capacités voulues pour gérer efficacement le programme.

C. Composantes

15. Le programme aura cinq composantes: i) autonomisation des communautés; ii) autonomisation économique; iii) services sociaux et infrastructures rurales; iv) sécurité de jouissance de la terre et des ressources naturelles; et v) services de gestion du programme.

Autonomisation des communautés

16. Cette composante renforcera les institutions villageoises formelles et traditionnelles en place. En outre, elle soutiendra la formation de nouvelles institutions locales chargées de planifier, établir le budget et exécuter les activités visant au développement socioéconomique et à celui des infrastructures dans le village. On augmentera ainsi le capital social du village et on mettra les communautés en mesure de maîtriser entièrement leur processus de développement. Toutes les activités de développement appuyées par le programme seront dirigées par ces institutions, qui comprendront les conseils représentant le village, les conseils traditionnels de village, les groupes d'auto-assistance (GAA) fondés sur des préoccupations communes et les groupes d'agriculteurs. Le programme chargera par contrat une ONG de réaliser cette composante afin de doter les communautés locales de meilleurs moyens d'exploiter les ressources du village et du programme de façon productive, équitable et durable.

Autonomisation économique

17. Le programme stimulera la production vivrière et les revenus du ménage par l'amélioration de l'agriculture d'altitude, de l'exploitation forestière et de l'élevage et par la création d'entreprises en dehors de l'exploitation. Ces activités seront menées par les GAA et les groupes d'agriculteurs, qui bénéficieront de l'apport d'une formation intensive, d'un soutien financier et de services. Le programme offrira: i) une formation en agro-industrie aux agents de vulgarisation sur le terrain afin qu'ils soutiennent les activités agricoles et extra-agricoles; ii) un soutien à l'installation d'écoles pratiques d'agriculture dans chaque village pour améliorer les connaissances des agriculteurs en systèmes d'exploitation en altitude; iii) des dons de contrepartie fondés sur la performance aux GAA pour qu'ils puissent investir dans des activités comme la riziculture irriguée, les petites cultures de plantation, l'élevage de volaille, de porcs et de petits ruminants, les soins vétérinaires, la création de petites unités de pisciculture, les pépinières villageoises pour le bois d'œuvre, les fruits, le fourrage et les jeunes plants d'arbres, la transformation des vivres et des produits forestiers non ligneux, et le commerce; iv) un financement pour aménager des parcelles de démonstration; et v) un soutien financier à un centre de formation du district. Cette composante a pour élément essentiel la création



d'un fonds d'investissements communautaires induits par la demande (FIC-ID) qui servira à financer les dons de contrepartie ainsi que les travaux de reboisement, et de conservation des sols et de l'eau en réponse aux besoins et priorités définis par la communauté.

Services sociaux et infrastructures rurales

18. Au titre de la sous-composante soins de santé primaires, le programme: i) soutiendra l'amélioration des services de santé du village et du sous-district, par la fourniture de matériel de base et de l'information; ii) soutiendra les programmes de santé du village pour la prévention des maladies infectieuses, la nutrition infantile et enfantine, les soins de la mère et de l'enfant, la grossesse sans danger, et la santé et l'hygiène; et iii) recherchera et formera les agents sanitaires villageois et les sages-femmes traditionnelles.

19. La sous-composante éducation: i) améliorera la qualité des programmes des écoles primaires et des collèges en mettant l'accent sur la santé, la nutrition, l'éducation environnementale, par la fourniture de matériel didactique et la formation des enseignants; et ii) fournira des bourses pour faciliter l'accès des enfants des ménages les plus pauvres aux collèges et à la formation technique pertinente.

20. Enfin, le programme soutiendra un modeste programme d'infrastructures villageoises financé par le Fonds d'infrastructures villageoises induites par la demande, dans lequel les communautés locales seront chargées de définir, planifier, réaliser et entretenir les installations qu'elles auront proposées. Un financement pourra être accordé en faveur des domaines suivants: alimentation en eau potable/à usage domestique, installations sanitaires, amélioration des dispensaires et salles de classe, ouvrages de prise d'eau pour l'irrigation/le drainage, pistes et ponts villageois, et infrastructures des marchés.

Sécurité de jouissance de la terre et des ressources naturelles

21. Par cette composante, les ONG aideront dans un premier temps les communautés locales à délimiter le territoire du village et à dresser la carte des différents modes d'utilisation des sols en tant que fondements de leurs revendications. Le programme aidera ensuite à créer les moyens juridiques qui aideront les communautés à régler les différends portant sur la terre et les ressources naturelles, puis à obtenir du gouvernement qu'il enregistre les droits qu'elles revendiquent sur les forêts et terres de culture, y compris les terres de culture sur brûlis et les terres de jachère. Les zones dégradées dont les communautés villageoises ont réussi à reprendre la maîtrise seront reboisées dans le cadre d'initiatives communautaires. Durant la première phase, un institut de recherche placé sous la supervision conjointe du Centre pour la recherche forestière internationale et du Centre international pour la recherche en agroforesterie examinera les initiatives, passées et en cours, de gestion des forêts à assise communautaire à Kalimantan Est.

Services de gestion du programme

22. Le programme soutiendra l'établissement des systèmes institutionnels nécessaires à sa bonne exécution. Cette composante comprendra les activités suivantes: i) sélectionner le personnel et installer les services de gestion du programme à l'échelon national, provincial et de district; ii) former le personnel essentiel aux techniques de gestion ainsi qu'à la planification, la budgétisation et le financement de projets; iii) former le personnel administratif en administration et comptabilité; iv) définir les procédures administratives et les règles d'achat conformément aux directives du FIDA en matière de passation des marchés; v) instituer un système de suivi et d'évaluation (S&E); vi) améliorer la coordination entre les trois niveaux de la structure de gestion du programme; vii) promouvoir la coopération entre la structure de gestion du programme et les organismes gouvernementaux concernés, en particulier au niveau du district; et viii) exécuter les activités conformément au plan de travail et budget annuel (PTBA).

D. Coûts et financement

23. **Coûts du programme.** Le programme sera réalisé en quatre phases au cours d'une période de 12 ans selon les dispositions du Mécanisme flexible de financement (MFF). La première phase s'étendra sur les trois premières années et demi et ses dépenses ont été calculées en détail. Le coût total du programme est estimé à 26,47 millions de USD. La composante en devises est estimée à 773 060 USD ou 3% du coût total du programme. Près de 27% des coûts de base sont alloués à la première phase du programme, qui comprend les activités de démarrage. Les investissements et les dépenses renouvelables s'élèvent respectivement à 90% et 10% des coûts de base de la première phase. Les tableaux 1 et 2 indiquent les coûts du programme et le plan de financement de la période de 12 ans, tandis que les tableaux 3 et 4 de l'appendice IV ne concernent que la première phase.

24. **Financement.** Le programme sera financé à l'aide d'un prêt du FIDA de 19,96 millions de USD représentant 75,4% des coûts totaux, par le district et le gouvernement central (21,3%) et par les bénéficiaires sous forme d'apport en travail (3,3%). Pour la première phase, le gouvernement financera toutes les dépenses renouvelables et environ 33% du coût total du fonds de développement économique flexible. Les bénéficiaires financeront 20% des infrastructures communautaires. Un financement rétroactif pouvant atteindre 150 000 USD sera mis à disposition pour accélérer l'installation de l'Unité de district de gestion du programme (UDGP) et les bureaux des ONG, couvrant les achats limités pour le matériel de bureau, les frais de transport, la formation du personnel et les voyages d'études.

25. **Mécanisme spécial d'intervention (MSI).** Un montant de 100 000 USD au titre du MSI servira à financer les services des consultants nationaux et internationaux afin d'aider la direction du programme à fixer les procédures d'exécution nécessaires, à accélérer la réalisation des conditions d'entrée en vigueur du prêt, à former le personnel, à mettre au point le système de S&E et à finaliser le PTBA de la première année, particulièrement en ce qui concerne la santé, l'éducation et la cartographie du village.

26. **Indicateurs de déclenchement du MFF.** Le programme sera réalisé dans le district de Kutai Ouest au cours de la première phase en parallèle avec les activités de renforcement des capacités dans le district de Malinau et sera progressivement étendu à trois autres districts durant les trois phases restantes, sous réserve que les indicateurs de déclenchement soient atteints. Pendant les négociations du prêt, il a été convenu de l'ensemble ci-après d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs: i) un système efficace de S&E est mis en place et fonctionne; ii) au moins 50% des GAA ont été jugés "satisfaisants" d'après les critères énoncés au paragraphe 11.2 de l'annexe 3 de l'accord de prêt; iii) au moins 75% des objectifs annuels fixés pour les activités FIC-ID dans les PTBA ont été atteints, et un échantillon représentatif des activités a été évalué comme financièrement viable; iv) au moins 75% des objectifs annuels fixés pour les activités du Fonds d'infrastructures villageoises induites par la demande dans les PTBA ont été atteints et les procédures d'entretien ont été mises en place et sont effectivement appliquées; v) au moins 25% des agriculteurs ont adopté des mesures de conservation des sols; vi) le taux de scolarisation dans le primaire des enfants (garçons et filles) des familles pauvres appartenant aux GAA et aux groupements d'agriculteurs a augmenté de 20% et le taux d'abandon scolaire a baissé de 20%; vii) l'incidence des maladies liées à l'eau de boisson contaminée et aux carences du système d'assainissement a diminué de 20%; viii) la malnutrition chez les enfants a diminué de 20%; et ix) les cartes de villages ont été produites pour 80% des villages de la zone du programme, ont été reconnues par les villages voisins et ont été soumises à l'Office de district chargé des questions foncières aux fins d'enregistrement.

TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROGRAMME^a
(en USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
A. Autonomisation des communautés	1 132 220	18 377	1 150 597	2	5
B. Autonomisation économique					
1. Fonds d'investissements communautaires induits par la demande	2 147 500	-	2 147 500	-	9
2. Services agricoles	294 007	7 150	301 157	2	1
Sous-total	2 441 507	7 150	2 448 657	-	10
C. Services sociaux et Infrastructures rurales					
1. Soins de santé primaires	226 034	24 315	250 349	10	1
2. Éducation	312 032	26 032	338 063	8	1
3. Fonds pour les infrastructures villageoises induites par la demande	912 414	-	912 414	-	4
Sous-total	1 450 480	50 347	1 500 826	3	6
D. Sécurité de jouissance de la terre et des ressources naturelles	374 352	7 729	382 081	2	2
E. Services de gestion du programme	687 246	6 189	693 435	1	3
F. Phase 2	6 742 329	208 526	6 950 854	3	28
G. Phase 3	6 992 045	216 249	7 208 294	3	29
H. Phase 4	4 540 289	140 421	4 680 710	3	19
Total des coûts de base	24 360 468	654 987	25 015 455	3	100
Provision pour aléas d'exécution	81 204	4 490	85 693	5	-
Provision pour aléas financiers	1 255 588	113 584	1 369 172	8	5
Coût total du programme	25 697 260	773 060	26 470 320	3	106

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT^a
(en USD)

	Gouvernement		FIDA		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	montant	%	montant	%	montant	%	montant	%			
A. Autonomisation des communautés	62 256	5,1	1 161 348	94,9	-	-	1 223 605	4,6	20 066	1 141 282	62 256
B. Autonomisation économique											
1. Fonds d'investissements communautaires induits par la demande	1 321 199	58,0	956 731	42,0	-	-	2 277 930	8,6	-	2 277 930	-
2. Services agricoles	55 615	17,1	269 760	82,9	-	-	325 375	1,2	7 907	281 265	36 202
Sous-total	1 376 815	52,9	1 226 490	47,1	-	-	2 603 305	9,8	7 907	2 559 195	36 202
C. Services sociaux et infrastructures rurales											
1. Soins de santé primaires	2 866	1,1	269 291	98,9	-	-	272 158	1,0	26 451	242 841	2 866
2. Éducation	31 255	8,5	338 014	91,5	-	-	369 269	1,4	28 592	309 422	31 255
3. Fonds pour les infrastructures villageoises induites par la demande	2 641	0,3	770 904	80,0	190 109	19,7	963 654	3,6	-	963 654	-
Sous-total	36 763	2,3	1 378 210	85,9	190 109	11,8	1 605 081	6,1	55 043	1 515 917	34 121
D. Sécurité de jouissance de la terre et des ressources naturelles	62 642	15,3	347 142	84,7	-	-	409 784	1,5	8 417	361 929	39 438
E. Services de gestion du programme	108 904	14,8	628 829	85,2	-	-	737 732	2,8	6 691	679 904	51 137
F. Phase 2	1 567 282	20,0	5 994 854	76,5	274 274	3,5	7 836 410	29,6	235 090	7 601 320	-
G. Phase 3	1 330 735	20,0	5 090 060	76,5	232 879	3,5	6 653 674	25,1	260 244	6 393 430	-
H. Phase 4	1 080 146	20,0	4 131 558	76,5	189 026	3,5	5 400 729	20,4	179 602	5 221 127	-
Total des décaissements	5 625 542	21,3	19 958 491	75,4	886 287	3,3	26 470 320	100,0	773 060	25 474 105	223 155

^a Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes

27. **Passation des marchés.** La passation des marchés se fera conformément aux directives du FIDA pour les dépenses financées par un prêt du FIDA et sera réalisée par le Bureau national de coordination du programme (BNCP), par l'Unité provinciale de facilitation du programme (UPFP) à l'échelon provincial et par les UDGP à l'échelon des districts pour les biens et les services destinés à leur propre usage. Les contrats portant sur l'achat de véhicules, matériel, biens et services ainsi que les contrats portant sur des travaux de génie civil d'un montant supérieur à 50 000 USD seront attribués par voie d'appel d'offres à la concurrence locale. L'examen préalable de l'UNOPS sera requis pour les commandes d'un montant supérieur à 50 000 USD. Les mêmes articles d'une valeur inférieure à 50 000 USD feront l'objet de consultations de fournisseurs à l'échelon national. Les biens et services d'un coût inférieur à 2 000 USD seront achetés directement dans le commerce.

28. **Décaissements.** Le Ministère des finances ouvrira et tiendra un compte spécial pour le financement de la part des dépenses revenant au FIDA sur lequel il déposera un montant autorisé de 2 millions de USD. Ce compte sera crédité d'une avance provenant du compte du prêt du FIDA et servira à financer les dépenses admissibles et à régler les factures des fournisseurs internationaux. Les décaissements en faveur du compte spécial seront faits par le FIDA sur la base des demandes de retrait établies par les UDGP et présentées par l'intermédiaire du BNCP et du Ministère des finances. Les décaissements du compte spécial en faveur du compte du programme, libellé en monnaie locale et tenu par les UDGP, seront effectués tous les trois mois par le Ministère des finances par anticipation et conformément au PTBA approuvé. La contribution du gouvernement de district au programme sera également versée par anticipation tous les trois mois à ce compte, par l'intermédiaire du trésor de district. Les retraits du compte du prêt se feront sur présentation des états de dépenses pour les catégories de dépenses qui seront définies conjointement par le gouvernement et le FIDA. Les justificatifs de ces dépenses seront conservés par le programme et tenus à la disposition des missions de supervision et des commissaires aux comptes aux fins d'inspection. Tous les autres retraits du compte du prêt se feront sur présentation de tous les justificatifs requis.

29. **Comptabilité et vérification des comptes.** Le BNCP, l'UPFP et les unités de gestion de district tiendront des comptes distincts, conformément aux instructions du FIDA et aux pratiques comptables reconnues sur le plan international. Les états financiers seront établis tous les six mois et présentés au FIDA pour examen. La vérification des comptes sera effectuée par des auditeurs indépendants, qui seront sélectionnés conformément aux procédures et critères convenus par le gouvernement et le FIDA. Le rapport de vérification sera communiqué au gouvernement et au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice budgétaire.

F. Organisation et gestion²

30. Le programme sera exécuté par l'Agence pour la valorisation des ressources humaines du secteur agricole, relevant du Ministère de l'agriculture, par le biais de son Centre pour le développement de l'entrepreneuriat agro-industriel. Un comité de pilotage sera établi au niveau national. Il sera présidé par le directeur général de l'agence principale chargée de la conduite du programme, et aura pour vice-président le ministre adjoint de la planification nationale du développement/*Bappenas* pour les ressources naturelles et l'environnement, et comprendra les représentants des *Bappenas*, du Ministère des finances, du Ministère des forêts, de l'Office de district chargé des questions foncières, des *Bupatis* de Kutai Ouest et de Malinau, et le responsable du *Bappeda* de la province de Kalimantan Est. Un BNCP, installé dans les locaux de l'organe d'exécution, sera chargé de la coordination générale du programme. À l'échelon provincial, une UPFP sera chargée principalement du suivi du programme sous l'égide de la *Bappeda* provinciale (Agence régionale de planification du développement).

² L'organigramme de la gestion du programme est présenté à l'appendice V.

31. L'exécution du programme sera décentralisée au niveau du district, conformément à la récente loi d'autonomie entrée en vigueur en janvier 2001. Dans chaque district, un conseil de district pour le programme sera créé par le *Bupati* (chef de district). Ce conseil sera formé du directeur de l'UDGP (secrétaire), d'un représentant du parlement du district, d'un représentant des associations indigènes, d'un représentant des ONG, de quatre représentants du district pour l'agriculture, les forêts, la santé et l'éducation, respectivement, d'un représentant du Conseil de gestion du programme dans le district (CGPD), d'un représentant de l'office de district chargé des questions foncières, d'un représentant de l'Organisation féminine de district (Family Welfare Movement – PKK) et de deux représentants des GAA (un homme et une femme). Chaque conseil de district pour le programme examinera les activités de l'UDGP. Celle-ci sera constituée en entité juridique indépendante. Elle assurera le secrétariat des conseils de district et sera placée sous leur autorité. Elle sera installée dans un bureau distinct de tout organisme public ou privé. Ces unités seront entièrement responsables de l'exécution du programme. Chaque UDGP sera dotée d'un gestionnaire du programme, d'un comptable chargé également de la passation des marchés, d'un aide-comptable, d'un coordonnateur du développement agricole, d'un coordonnateur du développement de l'élevage et de la santé animale, d'un coordonnateur de l'exploitation forestière et du reboisement par la communauté, d'un spécialiste de l'équité entre hommes et femmes (chargé aussi de la santé et de l'éducation) et d'un coordonnateur de la formation. L'UDGP comprendra également deux secrétaires/opérateurs d'ordinateur, un chauffeur et deux agents des services généraux. Le personnel sera recruté d'après ses qualifications et par concours ouvert à tous.

32. Un certain nombre d'organes de l'administration du district seront directement associés à l'exécution du programme, notamment la *Bappeda*, le Département de l'agriculture, le Département des forêts, le Département de la santé, le Département de l'éducation et du CGPD (dans le bureau du *Bupati*). Pour faciliter la coordination entre l'UDGP et ces organes, on désignera des gestionnaires des activités dans chaque département. Ceux-ci seront chargés d'atteindre les objectifs définis dans le PTBA pertinent pour leur département ou organisme. Ils relèveront du directeur de leur département technique pour les questions techniques et de l'UDGP pour les questions relatives à la planification générale et à l'exécution des activités de développement de leur ressort.

33. Au niveau du village, la coordination et le suivi des activités du programme seront confiés par contrat à des ONG travaillant en étroite collaboration avec les institutions villageoises, les agents de vulgarisation sur le terrain et les organismes gouvernementaux concernés. Un facilitateur de l'ONG dans la communauté et un agent de vulgarisation sur le terrain vivront dans chaque village. Les activités de développement retenues comme prioritaires dans chaque village seront choisies selon une démarche participative associant les GAA (hommes et femmes) et les écoles pratiques d'agriculture.

34. **ONG.** Les ONG liées par contrat au programme désigneront en leur sein un coordonnateur qui aura pour mission de veiller à la bonne exécution du contrat par l'ONG et d'assurer une bonne communication avec l'UDGP. Tout le personnel de l'ONG sera recruté pour un contrat de trois ans, sous réserve d'une période probatoire initiale, qui pourra être reconduit en fonction de la performance. On trouvera à l'appendice V des précisions supplémentaires sur les relations de travail des ONG avec le programme.

35. **Suivi et évaluation.** Comme l'exige au préalable le MFF, on veillera tout particulièrement à mettre en place un système efficace de S&E qui permettra de décider de l'extension du programme à de nouveaux districts. En coopération avec l'UPFP, le BNCP chargera par contrat un organisme extérieur de concevoir et d'appliquer le système de S&E. Cet organisme sera engagé pour la première phase et sera suivi au jour le jour par l'UPFP. Le système sera appliqué par des spécialistes en S&E à l'échelon de la province et du district. Les spécialistes en S&E du district devront établir des rapports d'activité trimestriels et annuels à l'aide des informations fournies par le personnel de l'UDGP, les gestionnaires des activités et les coordonnateurs des ONG selon un modèle qui leur aura été donné.

On adoptera des procédures simples de S&E participatif, qui seront appliquées par les GAA et les écoles pratiques d'agriculture. Le produit de ces activités de S&E participatif sera inclus dans les rapports d'activité ordinaires. Des indicateurs de performance seront définis en termes matériels et financiers pour les intrants et les produits. En outre, on choisira un ensemble d'indicateurs clés de performance pour évaluer les résultats des différentes composantes et activités du programme. Pour définir ces indicateurs, on a pris comme objectif général de retenir un ensemble limité d'indicateurs aisément mesurables qui donneront une idée générale de la performance d'ensemble du programme, laquelle sera ainsi évaluée chaque année.

G. Justification économique

36. **Bénéficiaires.** On estime que pendant les 12 années de son exécution, le programme s'étendra à cinq districts et à 240 villages au total, soit 22% des villages ruraux de Kalimantan Est. On estime à 24 000 le nombre total de ménages qui bénéficieront des investissements financés par le FIC-ID. En outre 15 000 ménages bénéficieront des petites infrastructures villageoises, de la cartographie des villages et du renforcement des institutions villageoises. Sur la base de 3,9 personnes en moyenne par ménage, ce sont 160 000 personnes qui en bénéficieront au total. Le coût total du programme par ménage sera de 678 USD, ou de 162 USD par bénéficiaire.

37. **Analyse économique.** Étant donné que le programme est induit par la demande, il n'est pas possible d'obtenir un taux de rentabilité économique réaliste pour l'ensemble du programme. Il semble néanmoins probable que les avantages économiques seront raisonnablement élevés. Les principaux avantages économiques tangibles du programme résideront dans la plus-value des cultures, de l'élevage et des produits forestiers obtenue par l'amélioration des techniques et des systèmes de gestion résultant du programme, combiné à un apport accru de crédit. Le Kalimantan Est est un importateur net des principales denrées alimentaires qui seront produites par le programme ainsi que de viande rouge. Comme de nombreuses régions de la province sont très reculées et que les frais de transport sont donc élevés, la valeur économique de la production locale sera probablement égale, sinon supérieure, aux prix financiers actuels au départ de l'exploitation. La plupart des grandes cultures de rapport pratiquées dans la zone du programme, notamment le café, le caoutchouc et le cacao, sont d'importants produits de base exportés vers les marchés mondiaux non réglementés. Le coût économique des dommages causés aujourd'hui à l'environnement est élevé.

38. **Équité hommes-femmes.** Le programme devrait avoir un important impact positif sur les femmes. Tous les investissements au niveau du ménage seront financés par l'intermédiaire des GAA où les femmes sont nombreuses. De ce fait, elles joueront un rôle accru dans la gestion de l'économie du ménage, ce qui renforcera leur position puisqu'elles seront considérées comme les gestionnaires de l'épargne du ménage et comme celles qui apportent un revenu. Grâce aux GAA, les femmes recevront une formation et seront donc mieux équipées pour participer à la gestion des activités du groupe et même pour jouer un rôle plus éminent dans les institutions communautaires plus vastes comme le conseil de représentation du village. Le rôle plus actif que joueront les femmes dans la gestion des finances du ménage aura sans doute aussi pour effet d'améliorer la nutrition, la santé et l'accès des enfants à l'éducation. Les femmes vivant dans les régions reculées se plaignent souvent des difficultés d'accès aux soins de santé et à l'éducation, et de la piètre qualité de ces services. Ce sont donc les femmes et les enfants qui bénéficieront probablement le plus des interventions du programme en matière de santé et d'éducation. En renforçant les moyens d'action économiques et sociaux des femmes par la constitution de solides groupes féminins, on les mettra ainsi en mesure de traiter avec plus d'autorité avec les entreprises de l'extérieur, comme les sociétés d'exploitation forestière et minière qui ont eu tendance dans le passé à profiter d'elles.

39. **Nutrition et sécurité alimentaire des ménages.** Le programme améliorera sensiblement la sécurité alimentaire de nombreux ménages. Les modèles 1-3 (des précisions sont données à l'appendice VI), qui reposent tous sur la production des terres d'altitude défrichées par incendie,

passent d'un déficit de 30% à un excédent de 10% (comprenant la production de riz et de maïs). Le modèle 4, qui repose sur une production améliorée des terres défrichées par incendie avec la création d'un petit périmètre de riz irrigué, passe d'un déficit de 10% à un excédent de 70%. Le modèle 5, qui repose sur une production améliorée des terres défrichées par incendie et une amélioration de la production existante de riz irrigué, passe d'un excédent de 10% à un excédent de 70%. Nombreux sont les ménages qui ont un déficit alimentaire supérieur à celui indiqué par les modèles, en particulier là où la culture sur brûlis est limitée par le manque de bras dans le ménage. Le surcroît de revenus produit par les cultures de rapport et l'élevage contribuera aussi à assurer la sécurité alimentaire. Pour de nombreux ménages, ce revenu monétaire additionnel sera d'un grand secours, permettant de financer les déficits en vivres.

H. Risques

40. **Moyens limités des gouvernements de district.** On a vu plus haut que de nombreux districts, dont ceux de Kutai Ouest, ont été créés en 1999. Leurs moyens administratifs sont donc encore réduits. On a remédié à cette faiblesse en proposant de créer une structure de gestion indépendante du programme qui ne reposera pas sur les moyens existants du gouvernement et ne fera pas trop appel à eux. La gestion du programme sera épaulée par la formation approfondie en gestion donnée au personnel de l'UDGP, aux gestionnaires des activités et aux coordonnateurs des ONG.

41. **Capacités et rayon d'action des ONG.** Le programme chargera par contrat des ONG locales de travailler avec les communautés cibles, en particulier pour le renforcement des capacités des institutions villageoises. La priorité sera donnée à la formation des ONG locales avant le démarrage du programme et pendant son exécution. Si l'on a choisi le district de Kutai Ouest pour la première phase, c'est en partie pour mettre à profit le travail sur le terrain déjà accompli par les ONG à l'œuvre dans ce district. L'expérience et les enseignements tirés de ce travail pourront être transférés dans d'autres districts lors des phases ultérieures du programme.

42. **Attitudes des ONG.** Bon nombre d'ONG locales se méfient toujours du gouvernement. Il importe donc de créer des conditions de travail qui inciteront les prestataires de services publics et les autres à collaborer pour atteindre un objectif commun. On compte que ce problème sera résolu par la création d'UDGP indépendantes, travaillant dans une structure de gouvernance où les ONG et les organisations de la société civile sont représentées aussi bien que les pouvoirs publics. En outre, on constate déjà un changement d'attitude favorable chez les ONG après la décision du *Bupati* de Kutai Ouest qui a nommé l'ancien directeur de *Puti Jaji* comme gestionnaire du programme. Cela montre que le gouvernement reconnaît clairement le rôle légitime des ONG et leur contribution précieuse au processus de développement.

43. **Nécessité d'une supervision intensive et d'une implication du FIDA pendant l'exécution.** Ce programme très novateur exige une supervision intensive qui dépasse les ressources et moyens dont dispose actuellement l'institution coopérante. Il faudra donc mobiliser des ressources additionnelles à des fonds supplémentaires pour permettre au FIDA d'aider l'UNOPS dans sa supervision et pour apporter un soutien efficace à l'exécution du programme.

I. Impact sur l'environnement

44. L'abattage excessif, le défrichage en vue de la culture de plantation et les plantations forestières industrielles, les incendies de forêt et l'extraction minière ont entraîné une dégradation massive des terres, caractérisée par l'appauvrissement des sols en nutriments, l'érosion, la contamination des ressources en eau et la disparition de la biodiversité. La cause profonde de cet état de choses tient au fait que les communautés locales ont perdu la maîtrise de leur base de ressources naturelles. Pour remédier à cette situation, le programme soutiendra: i) la mise en place de solides institutions villageoises capables de gérer durablement les ressources naturelles; ii) le reboisement des zones



dégradées; iii) la réduction de l'érosion des sols par les techniques de conservation de l'eau et des sols; et iv) l'introduction progressive des opérations de gestion communautaire des forêts pour encourager la gestion durable des ressources forestières qui subsistent encore, dans l'intérêt à plus long terme de la communauté.

J. Aspects novateurs

45. Le programme apporte les innovations suivantes: i) adoption d'une structure de gestion fortement décentralisée qui confie aux gouvernements de district la responsabilité de l'exécution; ii) promotion de l'autonomisation des communautés par la mise en place d'institutions villageoises solides et efficaces; iii) pleine participation des ONG locales à l'exécution du programme en raison de leur volonté de travailler avec les communautés indigènes dans les régions reculées; iv) une structure de gestion indépendante pour faciliter l'implication des parties prenantes non gouvernementales et un système de gouvernance qui associe gouvernement, ONG, société civile et représentants de la communauté; v) adoption d'un *schéma conceptuel pragmatique* plutôt que dogmatique en ce qui concerne le choix des activités à financer; vi) établissement de mécanismes de financement très souples pour le financement afin que la gestion du programme soit capable de répondre aux demandes exprimées par les communautés cibles; et vii) large place faite à la *gestion communautaire des forêts pour empêcher une dégradation plus poussée de l'environnement*.

TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ

46. Un accord de prêt entre la République d'Indonésie et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié pour le programme est joint en annexe.

47. La République d'Indonésie est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

48. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.

QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

49. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République d'Indonésie un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à quinze millions cent mille droits de tirage spéciaux (15 100 000 DTS) venant à échéance le 1^{er} septembre 2042 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président
Lennart Båge

RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations conclues le 4 décembre 2002)

1. **Acheminement des ressources du programme.** Le Ministre des finances du Gouvernement indonésien (le Gouvernement) transférera aux participants au programme les fonds disponibles et autres ressources prévues aux PTBA aux fins d'exécution des activités du programme conformément au mémorandum d'accord, aux accords d'exécution, aux contrats et autres documents de prêt du programme.

2. **Mémorandum d'accord.** L'Agence pour la valorisation des ressources humaines du secteur agricole relevant du Ministère de l'agriculture, les gouvernements provinciaux et les gouvernements de district concluront un mémorandum d'accord (le "MOU") portant notamment sur le système et les procédures de gestion financière relatifs au décaissement et au remboursement des prêts, aux mouvements de fonds, à la gestion des comptes spéciaux et des comptes du programme, aux décaissements des fonds du programme, aux fonds de contrepartie du Gouvernement, à la passation des marchés, aux rapports financiers et aux rapports d'activité, à la vérification des comptes du programme et toutes autres dispositions dont le Gouvernement et le FIDA conviendront aux fins d'exécution du programme conformément à l'Accord de prêt. Le Gouvernement présentera au FIDA, pour observation et approbation, un projet de MOU du programme avant sa signature. Le MOU du programme ne pourra être amendé ou subir une quelconque modification importante sans l'accord au préalable du FIDA.

3. **Comptes du programme.** Dès que possible après la date de la signature de l'Accord de prêt mais impérativement avant sa date d'entrée en vigueur, trois comptes du programme libellés en rupiahs indonésiennes seront ouverts et maintenus ensuite dans des banques commerciales agréées par le FIDA aux fins de financement de l'exécution du programme:

- i) Le compte national du programme. Un fonctionnaire dûment habilité du BNCP sera autorisé à ouvrir, maintenir et gérer le compte national du programme.
- ii) Le compte provincial du programme. Un fonctionnaire dûment habilité de l'unité provinciale de facilitation du programme (UFP provinciale) sera autorisé à ouvrir, maintenir et gérer le compte provincial du programme.
- iii) Le compte de district du programme. Un fonctionnaire dûment habilité de l'Unité de district de gestion du programme (UDGP) sera autorisé à ouvrir, maintenir et gérer le compte de district du programme.

Le Gouvernement versera chaque année sur le compte national et sur les comptes de district du programme le montant de la contribution de contrepartie spécifiée dans le PTBA de chaque année du programme, conformément au PTBA pertinent.

4. **Contribution de contrepartie.** Durant la période d'exécution du projet, le Gouvernement mettra à la disposition du BNCP et de l'UDGP des fonds de contrepartie prélevés sur ses ressources propres, de provenance tant nationale que du district, pour un montant total en rupiahs indonésiennes équivalant approximativement à 5 620 000 USD et destinés à couvrir une partie des dépenses de fonctionnement, l'achat de véhicules et de matériel et les activités de reboisement financées par le FIC-ID. À cette fin, le Gouvernement ouvrira pour chaque exercice budgétaire des crédits d'un montant égal à la contribution de contrepartie prévue au PTBA pour l'année pertinente du programme et mettra ces crédits à la disposition du BNCP et de l'UDGP chaque trimestre, par anticipation, sur les

comptes du programme et exonérera d'impôts l'importation, l'achat et la fourniture de tous biens et services financés par le prêt. Le Gouvernement transférera les fonds disponibles et autres ressources prévues aux PTBA aux participants au programme aux fins d'exécution des activités du programme.

5. **Coordonnateur national du programme.** L'Agence pour la valorisation des ressources humaines du secteur agricole relevant du Ministère de l'agriculture nommera le coordonnateur national du programme pour une durée de trois ans, sous réserve de l'agrément préalable du FIDA. La personne retenue comme coordonnateur national du programme devra, entre autres conditions, être attachée à la lutte contre la pauvreté et disposée à travailler avec les ONG. Elle ne pourra être relevée de ses fonctions par l'Agence pour la valorisation des ressources humaines du secteur agricole relevant du Ministère de l'agriculture qu'après consultation préalable avec le FIDA.

6. **Établissement de l'UDGP.** L'UDGP sera créée et dotée de la personnalité juridique par décret du chef de district.

7. **Directeur de programme.** L'UDGP sera dirigée par un directeur de programme nommé par décret par le chef de district pour une durée de trois ans sous réserve de l'agrément du FIDA. La personne retenue comme directeur de programme devra, entre autres conditions, être attachée à la lutte contre la pauvreté et disposée à travailler avec les ONG. Elle ne pourra être relevée de ses fonctions par le chef de district qu'après consultation préalable avec le FIDA.

8. **Chargés de liaison du district.** Un chargé de liaison du district sera nommé dans chacun des services de district suivants: *Bappeda*, agriculture, forêts, santé, éducation et UDGP.

9. **Recrutement.** Le personnel de l'UDGP, du BNCP et de l'UFP provinciale sera recruté pour une durée de trois ans. Une période initiale probatoire portant sur les qualifications, le mérite et la compétence sera prévue pour le personnel du BNCP et de l'UDGP. Le renouvellement de tous les contrats se fera sur la base de la performance.

10. **Accord subsidiaire.** Le directeur de programme de l'UDGP sera dûment autorisé à conclure des accords subsidiaires avec les organes de l'exécutif villageois et les conseils de village aux fins d'établissement du Fonds d'infrastructures villageoises induites par la demande (FIV-ID). L'UDGP enverra au FIDA copie de l'accord subsidiaire approuvé, dûment signé par toutes les parties.

11. **Accords contractuels avec les organismes d'exécution.** La plupart des activités du programme seront exécutées en sous-traitance en faisant appel aux services d'ONG, d'entrepreneurs privés, d'agences sectorielles des gouvernements de district et autres acteurs compétents (collectivement dénommés "agents d'exécution") choisis sur la base des conditions établies par l'UDGP et approuvées par le FIDA. Chaque agent d'exécution retenu conclura avec l'UDGP un contrat (le "contrat d'agent d'exécution") en vue de l'exécution de la prestation concernée. Entre autres dispositions prévues à l'accord relatif à l'agent d'exécution, l'agent d'exécution déclarera son attachement aux buts et objectifs du programme et pour atteindre ceux-ci il s'engagera à mener à bien les activités qu'il a acceptées d'entreprendre conformément à l'Accord de prêt du programme. Les agents d'exécution présenteront un rapport d'activité trimestriel et un rapport annuel récapitulatif sur l'exécution du programme ainsi que des rapports et documents financiers.

12. **Accord d'exécution avec les ONG.** L'UDGP présentera au FIDA pour observation et approbation un projet d'accord d'exécution avec les ONG. Une fois le projet approuvé, l'UDGP enverra au FIDA copie de l'accord d'exécution dûment signé avec les ONG.

13. **Contrats de don du FIC-ID.** L'UDGP conclura avec chaque groupe paysan un accord de don, agréé par le FIDA, portant sur les activités financées par le FIC-ID. Entre autres dispositions, le



contrat de don prévoira, de la part du bénéficiaire, l'engagement d'exécuter les activités conformément aux buts et objectifs du programme et, de la part de l'UDGP, le transfert des fonds disponibles en rupiahs indonésiennes conformément à l'Accord de prêt du programme et aux critères et procédures prévus dans le manuel d'exécution du programme.

14. **Contrats de don du FIV-ID.** L'UDGP conclura un contrat, donnant satisfaction au FIDA, avec chaque conseil de village et avec les organes de l'exécutif villageois concernant les activités financées par le FIV-ID. Entre autres dispositions, ce contrat stipulera, pour le participant au programme, qu'il s'engage à mener à bien les activités conformément aux buts et objectifs énoncés dans l'Accord de prêt, et pour l'UDGP, qu'elle transférera les fonds disponibles en rupiahs indonésiennes aux organes de l'exécutif villageois, sous forme de don, conformément à l'Accord de prêt du programme et aux critères et procédures définis dans le manuel d'exécution du programme.

15. **Contrats pour l'achat des plants.** Aux fins d'achat des plants nécessaires aux travaux de reboisement prévus au programme, l'UDGP conclura avec le représentant officiel des pépinières participant au plan de reboisement, créées sur des terres privées et financées par des sources privées, un contrat donnant satisfaction au FIDA.

16. **Phases.** Le programme sera exécuté en quatre phases d'une durée de trois années chacune, soit douze ans au total. Les examens à mi-parcours analyseront les indicateurs minimaux spécifiés dans l'Accord de prêt du programme, qui serviront de "déclencheurs" pour la confirmation par le FIDA du financement et la conception détaillée de la deuxième phase du programme.

17. **Décentralisation.** Le Gouvernement prendra toute mesure nécessaire ou appropriée pour assurer que le programme soit exécuté selon un système décentralisé plaçant les fonctions de gestion aux niveaux du village et du district, les fonctions de suivi au niveau provincial et les fonctions de coordination au niveau national.

18. **Nomination et formation des cadres supérieurs.** Le Gouvernement veillera à ce que le directeur de programme de l'UDGP et les dirigeants de l'ONG sous-traitante soient nommés et commencent leur formation à la gestion des systèmes organisationnels et financiers avant la date d'entrée en vigueur.

19. **Distribution des documents.** Le Gouvernement veillera à ce que le rapport d'évaluation préalable du programme soit traduit en *Bahasa Indonesia* et distribué aux participants au programme avant la date d'entrée en vigueur.

20. **Exonération d'impôts.** Le Gouvernement exonérera d'impôts l'importation, l'achat et la fourniture de tous biens et services financés par le prêt. La valeur de ces exonérations sera imputée sur les fonds de contrepartie que le Gouvernement s'engage à fournir au programme.

21. **Commissaires aux comptes.** Dans un délai de trois mois à compter de la date d'entrée en vigueur, le Gouvernement sélectionnera et nommera des commissaires aux comptes indépendants.

22. **Suivi.** Par l'intermédiaire du BNCP, le Gouvernement créera dès que possible mais impérativement dans un délai de six mois suivant la date d'entrée en vigueur de l'Accord de prêt du programme et maintiendra ensuite un système d'information de gestion approprié afin de permettre le suivi en permanence de l'exécution du programme conformément à l'Accord de prêt du programme, sur la base d'indicateurs convenus entre le Gouvernement et le FIDA. Le système de suivi-évaluation comprendra le suivi courant sur le plan matériel et financier, et notamment les rapports d'activité mensuels, trimestriels et annuels fondés sur les données recueillies par les UDGP et traitées par l'UFP provinciale et le BNCP; des indicateurs de performance à définir pour les intrants et les produits, qui



seront établis d'un commun accord entre l'Agence pour la valorisation des ressources humaines du secteur agricole relevant du Ministère de l'agriculture et le FIDA; et des exercices d'évaluation participative qui seront conduits chaque année pour permettre au groupe cible d'évaluer les progrès accomplis par le programme d'après leurs propres critères.

23. **Manuel d'exécution du programme.** Avant la date d'entrée en vigueur de l'Accord de prêt, le Gouvernement établira un projet de manuel d'exécution du programme selon un cahier des charges approuvé par le FIDA. Le manuel d'exécution du programme devra être approuvé par le FIDA.

24. **Pratiques phytosanitaires.** Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, conformément à la section 7.15 des Conditions générales, les participants au programme appliqueront des pratiques phytosanitaires appropriées dans le cadre du programme et, à cet effet, le Gouvernement veillera à ce que les pesticides fournis dans le cadre du programme ne comprennent aucun produit soit interdit par le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ses avenants, soit visé au tableau 1 (très dangereux) et 2 (dangereux) de la "Recommended Classification of Pesticides by Hazard and Guidelines to Classification 1996-1997" de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et ses avenants.

25. **Conditions préalables au décaissement.** Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables au décaissement des fonds du prêt:

- i) Aucun retrait ne sera effectué au titre des dépenses du FIC-ID et du FIV-ID tant que lesdits fonds n'auront pas été dûment créés.
- ii) Aucun retrait ne sera effectué au titre des dépenses afférentes aux phases II, III et IV tant que le FIDA n'aura pas constaté que les indicateurs servant de déclencheurs ont été atteints et qu'il ait approuvé les conclusions des examens à mi-parcours prévus aux années 4,7 et 10 du programme et qui conditionneront le passage de la phase I à la phase II et ensuite de la phase III à la phase IV.

26. **Motifs supplémentaires de suspension.** Les faits ci-dessous sont spécifiés comme motifs supplémentaires de suspension du droit pour le Gouvernement de demander le décaissement de fonds du prêt:

- i) le FIDA a constaté, sur la base des critères définis dans les accords d'exécution conclus entre les ONG et l'UDGP et après consultation avec le Gouvernement, que le partenariat entre l'UDGP et les ONG participant au programme ne donne pas satisfaction;
- ii) le manuel d'exécution du programme ou l'une quelconque de ses dispositions a été suspendu, annulé, résilié, amendé ou modifié sans l'accord préalable du FIDA et celui-ci a constaté que cette suspension, annulation, résiliation, amendement ou modification a ou est susceptible d'avoir des conséquences négatives importantes pour le programme;
- iii) le Gouvernement et le FIDA ne se sont pas mis d'accord dans les délais impartis sur les recommandations, plans d'action et modalités de conception découlant des examens à mi-parcours concernant les deuxième, troisième et quatrième phases ou leur mise en œuvre n'a pas été réalisée dans les délais impartis;
- iv) le FIDA a constaté, sur la base des examens à mi-parcours, que les indicateurs servant de déclencheurs spécifiés dans l'Accord de prêt du programme n'ont pas atteint le niveau requis dans les délais impartis.



27. **Motifs supplémentaires d'annulation.** Les faits ci-dessous sont spécifiés comme motifs supplémentaires d'annulation du droit pour le Gouvernement de demander le décaissement de fonds du prêt:

- i) Le FIDA a décidé, sur la base des recommandations formulées dans les examens à mi-parcours, ou l'examen à mi-parcours a recommandé qu'il soit mis fin au programme.
- ii) Le FIDA a constaté que les conditions préalables au passage d'une phase à l'autre du programme n'ont pas été remplies.

28. **Conditions d'entrée en vigueur.** Les conditions ci-dessous sont spécifiées comme conditions additionnelles à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt du programme:

- i) le BNCP a été dûment créé par le Gouvernement, par notification de l'Agence pour la valorisation des ressources humaines du secteur agricole relevant du Ministère de l'agriculture, et un coordonnateur national du programme a été dûment nommé par le Gouvernement, par notification de l'Agence pour la valorisation des ressources humaines du secteur agricole relevant du Ministère de l'agriculture, et agréé par le FIDA;
- ii) un mémorandum d'accord concernant le programme a été entériné conjointement par l'Agence pour la valorisation des ressources humaines du secteur agricole relevant du Ministère de l'agriculture, les gouvernements provinciaux et les gouvernements de district;
- iii) le conseil de gestion du programme dans le district et son secrétariat, l'UDGP ont été dûment créés par décret du chef de district de *Kutai-Ouest* et le personnel de l'UDGP a été sélectionné et recruté;
- iv) l'ONG chargée de l'exécution de la composante autonomisation communautaire a été sélectionnée par l'UDGP et agréée par le FIDA;
- v) le manuel d'exécution du programme a été approuvé par le FIDA et adopté par l'UDGP;
- vi) le Gouvernement a dûment ouvert le compte spécial et le BNCP, l'UFP provinciale et l'UDGP ont dûment ouvert les trois comptes de programme respectifs;
- vii) l'Accord de prêt du programme a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;
- viii) un avis juridique favorable, émis par le Ministre de la justice et des droits de l'homme, dont la forme et le fond sont jugés acceptables par le FIDA, a attesté que les conditions d'entrée en vigueur sont satisfaites, l'Accord de prêt du programme est juridiquement contraignant pour le Gouvernement nonobstant toute loi à l'effet contraire en vigueur sur son territoire et est garanti par la pleine bonne foi et par le crédit du Gouvernement et certifié que l'Accord de prêt du programme est juridiquement contraignant pour les districts nonobstant toute loi à l'effet contraire en vigueur sur son territoire.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

INDONESIA

Land area (km² thousand) 2000 1/	1 812	GNI per capita (USD) 2000 1/	570
Total population (million) 2000 1/	210.4	GNP per capita growth (annual %) 2000 1/	2.7
Population density (people per km²) 2000 1/	116	Inflation, consumer prices (annual %) 2000 1/	20.5 a/
Local currency	Rupiah (IDR)	Exchange rate: USD 1 =	IDR 9 000
Social Indicators			
Population (average annual population growth rate) 1980-99 2/	1.8	Economic Indicators	153 255
Crude birth rate (per thousand people) 2000 1/	22 a/	1.8 GDP (USD million) 2000 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2000 1/	7 a/	Average annual rate of growth of GDP 2/	
Infant mortality rate (per thousand live births) 2000 1/	42 a/	1980-90	6.1
Life expectancy at birth (years) 2000 1/	66 a/	1990-99	4.7
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n.a.	66 a/ Sectoral distribution of GDP 2000 1/	
Poor as % of total rural population 2/	n.a.	% agriculture	17
Total labour force (million) 2000 1/	101.8	% industry	47
Female labour force as % of total 2000 1/	41	% manufacturing	26
		% services	36
		Consumption 2000 1/	
Education		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	7
School enrolment, primary (% gross) 2000 1/	113 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	67
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2000 1/	13	Gross domestic savings (as % of GDP)	26
Nutrition			
Daily calorie supply per capita, 1997 3/	2 886	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2000 1/	n.a.	Merchandise exports 2000 1/	62 016
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2000 1/	n.a.	Merchandise imports 2000 1/	33 547
		Balance of merchandise trade	28 469
		Current account balances (USD million)	
Health		1.6 before official transfers 1999 1/	3 871
Health expenditure, total (as % of GDP) 2000 1/	0.12	after official transfers 1999 1/	5 785
Physicians (per thousand people) 1999 1/	76	Foreign direct investment, net 1999 1/	-2 817.0
Population using improved water sources (%) 1999 4/	80		
Population with access to essential drugs (%) 1999 4/	66	Government Finance	
Population using adequate sanitation facilities (%) 1999 4/		Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 1999 1/	-1.1
		Total expenditure (% of GDP) 1999 1/	19.5
Agriculture and Food		11 a/ Total external debt (USD million) 1999 1/	150 096
Food imports (% of merchandise imports) 1999 1/	1 546	Present value of debt (as % of GNI) 1999 1/	114
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 1998 1/	119.9	Total debt service (% of exports of goods and services) 1999 1/	30.3
Food production index (1989-91=100) 2000 1/	4 031		
Cereal yield (kg per ha) 2000 1/		Lending interest rate (%) 2000 1/	18.5
		Deposit interest rate (%) 2000 1/	12.5
Land Use			
Arable land as % of land area 1998 1/	9.9		
Forest area (km ² thousand) 2000 2/	1 050		
Forest area as % of total land area 2000 2/	58.0		
Irrigated land as % of cropland 1998 1/	15.5		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database

2/ World Bank, *World Development Indicators*, 2001

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

4/ UNDP, *Human Development Report*, 2001

PREVIOUS IFAD FINANCING

<i>Region</i>	<i>Country</i>	<i>Project Id</i>	<i>Project/Programme Name</i>	<i>Initiating Institution</i>	<i>Cooperating Institution</i>	<i>Lending Terms</i>	<i>Board Approval</i>	<i>Loan Effectiveness</i>	<i>Current Closing Date</i>	<i>Loan/Grant Acronym</i>	<i>Denominated Currency</i>	<i>Approved Loan/Grant Amount</i>	<i>Disbursement (as % of approved amount)</i>
PI	Indonesia	35	Smallholder Cattle Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	06 May 80	01 Oct 80	31 Mar 87	L - I - 35 - ID	SDR	20 800 000	0.99325331
PI	Indonesia	74	Sulawesi Paddy Land Development Project	IFAD	AsDB	HC	08 Sep 81	29 Sep 82	31 Dec 90	L - I - 74 - ID	SDR	30 050 000	0.78794032
PI	Indonesia	94	Seventeenth Irrigation (East Java Province) Project	World Bank: IBRD	World Bank: IBRD	I	31 Mar 82	15 Dec 82	31 Mar 89	L - I - 94 - ID	SDR	21 800 000	1
PI	Indonesia	171	Second Smallholder Cattle Development Project	IFAD	World Bank: IBRD	I	05 Sep 85	15 Apr 86	31 Mar 94	L - I - 171 - ID	SDR	11 600 000	0.81457744
PI	Indonesia	215	Income-Generating Project for Marginal Farmers and Landless	IFAD	UNOPS	I	03 Dec 87	18 Jun 88	30 Jun 98	L - I - 215 - ID	SDR	10 600 000	0.94398393
PI	Indonesia	255	East Java Rainfed Agriculture Project	IFAD	AsDB	I	19 Apr 90	09 Oct 90	31 Mar 99	G - I - 502 - ID	USD	22 000	0.99140773
PI	Indonesia	255	East Java Rainfed Agriculture Project	IFAD	AsDB	I	19 Apr 90	09 Oct 90	31 Mar 99	L - I - 255 - ID	SDR	15 400 000	0.79458114
PI	Indonesia	301	South Sumatera Smallholder Tree Crops Development Project	IFAD	AsDB	I	14 Apr 92	29 Sep 92	15 Mar 99	L - I - 301 - ID	SDR	14 450 000	0.30830142
PI	Indonesia	350	Eastern Islands Smallholder Cashew Development Project	IFAD	UNOPS	I	19 Apr 94	29 Jul 94	30 Sep 02	L - I - 350 - ID	SDR	18 450 000	0.56656561
PI	Indonesia	485	Eastern Islands Smallholder Farming Systems and Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 95	22 Mar 96	31 Mar 04	G - I - 25 - ID	USD	100 000	0.34931
PI	Indonesia	485	Eastern Islands Smallholder Farming Systems and Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 95	22 Mar 96	31 Mar 04	L - I - 396 - ID	SDR	12 050 000	0.39811857
PI	Indonesia	1024	P4K - Phase III	AsDB	AsDB	I	04 Dec 97	09 Jul 98	30 Sep 05	L - I - 458 - ID	SDR	18 250 000	0.69073037
PI	Indonesia	1112	Post-Crisis Programme for Participatory Integrated Development in Rainfed Areas	IFAD	IFAD	HC	04 May 00	31 Jan 01	30 Sep 09	G - I - 99 - ID	USD	60 000	0.99366817
PI	Indonesia	1112	Post-Crisis Programme for Participatory Integrated Development in Rainfed Areas	IFAD	IFAD	HC	04 May 00	31 Jan 01	30 Sep 09	L - I - 539 - ID	SDR	17 500 000	0.14754929



LOGICAL FRAMEWORK MATRIX

<u>Programme Strategy</u>	<u>Objectively Verifiable Indicators</u>	<u>Sources of Verification</u>	<u>Assumptions</u>
<p>DEVELOPMENT OBJECTIVE To improve the social and economic well-being of the poorest local communities in East Kalimantan.</p>	<p>Increased household incomes Reduced number of poor households Improved household food security throughout the year Improved village infrastructure Reduced prevalence of malnutrition among children <5 years Improved household access to safe drinking water Improved household access to adequate sanitation Increased male and female literacy rates Increased levels of school enrolment</p>	<p>Routine Central Statistics Office (BPS) and Social BKKBN household poverty surveys Routine BPS and PMD 'left behind' village classifications Health and education service statistics Programme progress reports Programme evaluation reports Representative household surveys at benchmark and at the end of each phase</p>	
<p>PROGRAMME OBJECTIVE To empower local communities through the development of strong self-reliant village-level institutions capable of managing village resources in a productive, sustainable and equitable manner.</p>	<p>Number of community organizations formed and sustained Improved security of tenure over land and natural resources</p>	<p>Programme progress reports</p>	<p>Participatory mapping exercises and strengthening of village institutions will enable villagers to obtain increased security of tenure over land and natural resources, thus leading to more sustainable use of the natural resource base.</p>



<u>Programme Strategy</u>	<u>Objectively Verifiable Indicators</u>	<u>Sources of Verification</u>	<u>Assumptions</u>
<p>COMPONENT 1: COMMUNITY EMPOWERMENT</p> <p>Objective: To empower local communities through the development of strong and self-sustaining village institutions with improved access to and control over productive resources.</p> <p>Key Outputs:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Functional self-help affinity groups established. 2. Identification of needs of poor households by the poor. 3. Programme management is responsive to the expressed needs of beneficiaries and works with them to fulfil these needs. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Number of groups/ members 2. Number of groups with rules and regulations and accounting systems 3. Number of meetings, regularity of meetings, attendance of members at meetings 4. Amount of savings 5. Loan performance 	<p>Project Progress reports</p> <p>NGO progress reports</p> <p>SHG reports and books</p> <p>M&E reports</p> <p>PMD data</p> <p>AWPBs</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. NGOs are prepared to become fully committed to the programme. 2. Sufficient suitably qualified staff available for NGO activities. 3. The target group acknowledges the objective of the programme and is prepared to take ownership of the development process. 4. Current regional autonomy initiatives maintain momentum and result in increased self-determination for villages. 5. Representative and transparent institutions/processes can be established at the village level. 6. Establishment of functional village parliaments and LKMD.
<p>COMPONENT 2: ECONOMIC EMPOWERMENT</p> <p>Objective: To facilitate provision of the technical and financial resources required for community-based economic development.</p> <p>Key Outputs:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Functional farmers' groups established. 2. Government agricultural extension services upgraded to support project activities. 3. Functional FFSs established. 4. Newcastle Disease control programme established. 5. Implementation of common action projects funded from the DD-CIF. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Number and size of farmers' groups, regularity of meetings, amount of savings, lending activities, loan performance, training provided 2. Number of PPLs in place in the villages 3. Number of PPLs trained 4. Number of FFSs established 5. Number of key farmers trained 6. Number of demonstration plots established 7. Number of subdistricts covered by cold chain 8. Number and value of project proposals by type, number of villages and benefiting households 	<p>Project Progress reports</p> <p>NGO progress reports</p> <p>M&E reports</p> <p>Farmers' groups records and books</p> <p>AWPBs</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Government extension services can be upgraded to provide effective capacity. 2. One PPL is posted to each village for the duration of programme activities 3. Proposals for DD-CIF are evaluated according to sound financial, technical, sustainability and equity criteria. 4. There is sufficient financial capacity and demand within target communities to establish Savings and Credit (S&C) operations.



<u>Programme Strategy</u>	<u>Objectively Verifiable Indicators</u>	<u>Sources of Verification</u>	<u>Assumptions</u>
<p>COMPONENT 3: SOCIAL SERVICES AND RURAL INFRASTRUCTURE</p> <p>Objective: To improve access to and quality of village education and health services, and to improve village infrastructure.</p> <p>Key Outputs: <i>Primary Health Care</i></p> <ol style="list-style-type: none"> Village health posts upgraded. Trained health service staff. Improved health extension materials. Village health workers identified and trained <p><i>Education</i></p> <ol style="list-style-type: none"> Scholarships for primary and junior high school students. Teacher training for nutritional, health and environmental education Improved educational equipment. Improved classroom facilities. Scholarships for vocational training. <p><i>Small-Scale Village Infrastructure</i> Village infrastructure microprojects implemented.</p>	<ol style="list-style-type: none"> Number of health posts established, equipment supplied, number of staff in place Number of staff trained, type and length of training Amount and quality of materials produced, materials distributed Rate of chronic malnutrition among infants and children <ol style="list-style-type: none"> Number of scholarships provided by type, average value Number of teachers trained Materials produced, materials distributed Number of school books given to poor children <ol style="list-style-type: none"> Number of proposals received by PMU Number approved Number implemented, by type and value 	<p>Project Progress reports</p> <p>NGO progress reports</p> <p>Accounts of village health funds M&E reports</p> <p>Dept. Health/Education statistics</p> <p>AWPBs</p>	<ol style="list-style-type: none"> Suitable candidates can be identified for training as village health workers. Trained health service staff remain at the village health posts. <ol style="list-style-type: none"> Sufficient staff available for full staffing of primary and junior high schools. <ol style="list-style-type: none"> Village parliament and community groups have the required capacity for successful implementation of these microprojects.
<p>COMPONENT 4: SECURITY OF TENURE OVER LAND AND NATURAL RESOURCES</p> <p>Objective: To develop the systems necessary for recognition by Government of village claims over land.</p> <p>Key Outputs:</p> <ol style="list-style-type: none"> Registration procedures for village boundaries finalized. Draft village boundary maps recognized by government agencies and neighbouring villages. Final maps prepared. Village land use maps prepared. Conflict resolution mechanisms developed 	<ol style="list-style-type: none"> Number of village boundaries recognized Number of maps completed Number of conflicts resolved 	<p>Project progress reports</p> <p>M&E reports</p> <p>Bappeda/BPN records</p>	<ol style="list-style-type: none"> Provincial and district government agrees on certification procedures.



<u>Programme Strategy</u>	<u>Objectively Verifiable Indicators</u>	<u>Sources of Verification</u>	<u>Assumptions</u>
<p>COMPONENT 5: PROFESSIONAL INSTITUTIONAL SERVICES</p> <p>Objective: To establish sufficient capacity for effective management of the programme.</p> <p>Key Outputs:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. National programme coordination office, provincial programme facilitation unit and district programme management unit and governance structure established. 2. PCU, PFU and PMUs fully staffed. 3. Staff trained. 4. Management systems established. 5. Coordination systems established. 6. Monitoring systems established. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. SK issued by provincial and district governments. Number of units established 2. Number of staff recruited 3. Training provided and number of staff trained 4. Quantity and frequency of progress/performance reports produced 5. Physical and financial progress of the project on schedule 6. Regular M&E reports being produced. 	<p>Project progress reports NGO progress reports M&E reports</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Government agrees to a legally independent programme management structure. 2. Sufficient staff with appropriate experience and qualifications can be recruited for effective operation of the PCU, PFU and PMUs. 3. Continuity of staff 4. Effective coordination and communication among PFU, PMUs, and contracted NGOs.



EXPENDITURE ACCOUNTS BY COMPONENT

**Table 1: Expenditure Accounts by Component – Totals Including Contingencies (Phase 2 – 4)
(USD)**

	Economic Empowerment			Social Services and Rural Infrastructure		Security of Tenure		Programme Management	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Total
	Community Empowerment	Demand-Driven Community Investment Fund	Agricultural Services	Primary Health Care	Education	Demand-Driven Village Infrastructure Fund	of Land and Natural Resources					
I. Investment Costs												
A. Civil Works	-	-	-	-	-	950 543	-	-	-	-	-	950 543
B. Vehicles	110 505	-	-	-	-	-	87 239	85 291	-	-	-	283 035
C. Equipment & Material	159 272	-	156 876	12 420	135 440	-	56 950	68 664	-	-	-	589 622
D. Local/regional TA	814 421	-	38 022	-	-	-	38 058	95 539	-	-	-	986 040
E. Studies & Workshops	-	-	-	-	-	-	1 188	33 078	-	-	-	34 265
F. Training	139 407	-	18 713	259 738	233 829	-	62 267	40 500	-	-	-	754 454
H. Demand-Driven Community Investment Fund	-	2 277 930	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2 277 930
I. Phase 2	-	-	-	-	-	-	-	-	7 836 410	-	-	7 836 410
J. Phase 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 653 674	-	6 653 674
K. Phase 4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 400 729	5 400 729
Total Investment Costs	1 223 605	2 277 930	213 611	272 158	369 269	950 543	245 701	323 072	7 836 410	6 653 674	5 400 729	25 766 702
II. Recurrent Costs												
A. Salaries & Allowances	-	-	111 739	-	-	13 111	96 283	242 962	-	-	-	464 095
B. Operating & Maintenance	-	-	-	-	-	-	67 800	171 699	-	-	-	239 498
Total Recurrent Costs	-	-	111 739	-	-	13 111	164 083	414 661	-	-	-	703 593
Total PROGRAMME COSTS	1 223 605	2 277 930	325 350	272 158	369 269	963 654	409 784	737 732	7 836 410	6 653 674	5 400 729	26 470 295
Taxes	62 256	-	36 202	2 866	31 255	-	39 438	51 137	-	-	-	223 155
Foreign Exchange	20 066	-	7 905	26 451	28 592	-	8 417	6 691	235 090	260 244	179 602	773 058



**Table 2: Expenditure Accounts by Financier (Phase 1 – 4)
(USD)**

	Government		IFAD		Beneficiaries		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
I. Investment Costs											
A. Civil Works	-	-	760 435	80.0	190 109	20.0	950 543	3.6	-	950 543	-
B. Vehicles	65 316	23.1	217 719	76.9	-	-	283 035	1.1	-	217 719	65 316
C. Equipment & Material	136 067	23.1	453 555	76.9	-	-	589 622	2.2	22 678	430 877	136 067
D. Local/regional TA	-	-	986 040	100.0	-	-	986 040	3.7	-	986 040	-
E. Studies & Workshops	-	-	34 265	100.0	-	-	34 265	0.1	-	34 265	-
F. Training	0	-	754 454	100.0	-	-	754 454	2.9	75 444	679 009	-
H. Demand-Driven Community Investment Fund	1 321 199	58.0	956 731	42.0	-	-	2 277 930	8.6	-	2 277 930	-
I. Phase 2	1 567 282	20.0	5 994 854	76.5	274 274	3.5	7 836 410	29.6	235 090	7 601 320	-
J. Phase 3	1 330 735	20.0	5 090 060	76.5	232 879	3.5	6 653 674	25.1	260 244	6 393 430	-
K. Phase 4	1 080 146	20.0	4 131 558	76.5	189 026	3.5	5 400 729	20.4	179 602	5 221 127	-
Total Investment Costs	5 500 745	21.3	19 379 670	75.2	886 287	3.4	25 766 702	97.3	773 058	24 792 262	201 382
II. Recurrent Costs											
A. Salaries & Allowances	80 503	17.3	383 592	82.7	-	-	464 095	1.8	-	464 095	-
B. Operating & Maintenance	44 294	18.5	195 204	81.5	-	-	239 498	0.9	-	217 726	21 773
Total Recurrent Costs	124 797	17.7	578 796	82.3	-	-	703 593	2.7	-	681 821	21 773
Total Disbursement	5 625 542	21.3	19 958 466	75.4	886 287	3.3	26 470 295	100.0	773 058	25 474 082	223 155

**Table 3: Expenditure Accounts by Component – Totals Including Contingencies (Phase 1)
(USD)**

	Economic Empowerment			Social Services and Rural Infrastructure			Security of Tenure of Land and Natural Resources	Programme Management	Total
	Demand-Driven Community		Agricultural Services	Primary Health Care	Education	Demand-Driven Village Infrastructure			
	Community Empowerment	Investment Fund							
I. Investment Costs									
A. Civil Works	-	-	-	-	-	1 041 631	-	-	1 041 631
B. Vehicles	117 915	-	-	-	-	-	91 471	89 511	298 896
C. Equipment & Material	171 566	-	171 170	12 992	143 078	-	61 060	72 431	632 297
D. Local/regional TA	888 606	-	41 665	-	-	-	41 705	102 041	1 074 018
E. Studies & Workshops	-	-	-	-	-	-	1 301	35 956	37 257
F. Training	150 645	-	20 354	282 064	253 076	-	66 565	43 427	816 130
H. Demand-Driven Community Investment Fund	-	2 496 277	-	-	-	-	-	-	2 496 277
Total Investment Costs	1 328 731	2 496 277	233 189	295 056	396 154	1 041 631	262 102	343 366	6 396 505
II. Recurrent Costs									
A. Salaries & Allowances	-	-	121 719	-	-	14 367	104 883	264 547	505 517
B. Operating & Maintenance	-	-	-	-	-	-	73 861	186 896	260 756
Total Recurrent Costs	-	-	121 719	-	-	14 367	178 743	451 443	766 273
Total PROGRAMME COSTS	1 328 731	2 496 277	354 908	295 056	396 154	1 055 998	440 845	794 809	7 162 778
Taxes	66 803	-	39 501	2 998	33 018	-	41 914	54 362	238 596
Foreign Exchange	20 066	-	7 907	26 451	28 592	-	8 417	6 691	98 125

**Table 4: Expenditure Accounts by Financier (Phase 1)
(USD)**

	Government		IFAD		Beneficiaries		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties and Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
I. Investment Costs											
A. Civil Works	-	-	833 305	80.0	208 326	20.0	1 041 631	14.5	-	1 041 631	-
B. Vehicles	68 976	23.1	229 920	76.9	-	-	298 896	4.2	-	229 920	68 976
C. Equipment & Material	145 915	23.1	486 382	76.9	-	-	632 297	8.8	22 678	463 704	145 915
D. Local/regional TA	-	-	1 074 018	100.0	-	-	1 074 018	15.0	-	1 074 018	-
E. Studies & Workshops	-	-	37 257	100.0	-	-	37 257	0.5	-	37 257	-
F. Training	0	-	816 130	100.0	-	-	816 130	11.4	75 447	740 684	-
H. Demand-Driven Community Investment Fund	1 447 840	58.0	1 048 436	42.0	-	-	2 496 277	34.9	-	2 496 277	-
Total Investment Costs	1 662 732	26.0	4 525 447	70.7	208 326	3.3	6 396 505	89.3	98 125	6 083 490	214 891
II. Recurrent Costs											
A. Salaries & Allowances	88 219	17.5	417 297	82.5	-	-	505 517	7.1	-	505 517	-
B. Operating & Maintenance	48 386	18.6	212 371	81.4	-	-	260 756	3.6	-	237 051	23 705
Total Recurrent Costs	136 605	17.8	629 668	82.2	-	-	766 273	10.7	-	742 568	23 705
Total Disbursement	1 799 337	25.1	5 155 115	72.0	208 326	2.9	7 162 778	100.0	98 125	6 826 058	238 596



ORGANIZATION AND MANAGEMENT

1. Some key features of the programme are described below.
2. **Role of NGOs.** At least one local NGO will be contracted in each district by the PMU for the implementation of programme activities under Component 1. The NGO will establish SHGs and farmers' groups. In addition, it be responsible for organizing FFSs in collaboration with the PPLs and for supporting the participatory mapping of village land and natural resources. The NGO contract will last the duration of each phase and will be fully funded to establish and operate an office at the district level. The programme will fund office rent and furniture, vehicles and equipment, staff salaries, travel and field costs, and vehicle/office operation and maintenance. As a guideline, it is estimated that in West Kutai the NGO will employ 41 staff, of whom 30 will be community facilitators posted in the field (one to each village). There will be three supervisors, one for every ten community facilitators. At the district level, each NGO office will have one programme coordinator, training officer, account/procurement officer, assistant account officer, secretary/computer operator, driver and two support staff. All eight staff will be involved full-time with the programme.
3. Provision has been made for training and study tours to broaden NGO staff knowledge of community-based institutional development. Key NGO staff will also participate in PFU/PMU staff training activities. The 30 community facilitators will also be trained in basic agricultural and livestock techniques. The NGO will be expected to establish a close working relationship and information exchange with formal and traditional village institutions, including the village representative council and its associated executive body in each programme village. The village representative council will approve all proposals involving community-controlled resources but will have no direct role in the financial and organizational management of SHGs established under the programme.
4. **Role of village volunteers.** Two village volunteers (one man and one woman) will be selected by the SHG in each programme village. Their main role will be to assume progressively the community facilitators' responsibilities, such as assisting SHGs in managing their recording and accounting systems and providing training to village groups in community organizations. The NGO will provide the volunteers with training to develop their capacity to deal with the new responsibilities. Village volunteers will not receive a salary, but will be given an *ad hoc* allowance to cover travel and miscellaneous training costs.
5. **Programme participatory planning process.** Programme implementation will be decentralized in accordance with the administrative reforms recently introduced in Indonesia. Programme activities will be based on AWPBs prepared at the district level. As a first step in the planning process, participating villagers, SHGs and farmers' groups will present proposals for programme support. For each activity the request will include the proposed objective, detailed activities by quarter, physical inputs, cost, indicative implementation procedures, responsibilities and proposed financing arrangements. At the village level these proposals will be assessed by the NGO and approved (or rejected or sent back for reformulation) by the Village Representative Council (BPK). Village proposals must be received by the PMU by September of each year. Proposals will be consolidated into the district AWPB, which will then be reviewed by the district programme management board in terms of overall programme design and available budgetary resources. Once approved, the district budget will be sent to the NPCO.
6. Most investment activities will be selected by the groups themselves. Each member will present his/her proposed investment. If approved, the group will set the conditions of the loan as regards term, interest, schedule of repayment and penalties for default. These proposals will not go outside the group for approval. The loans will be made from the group common fund, which will be built up



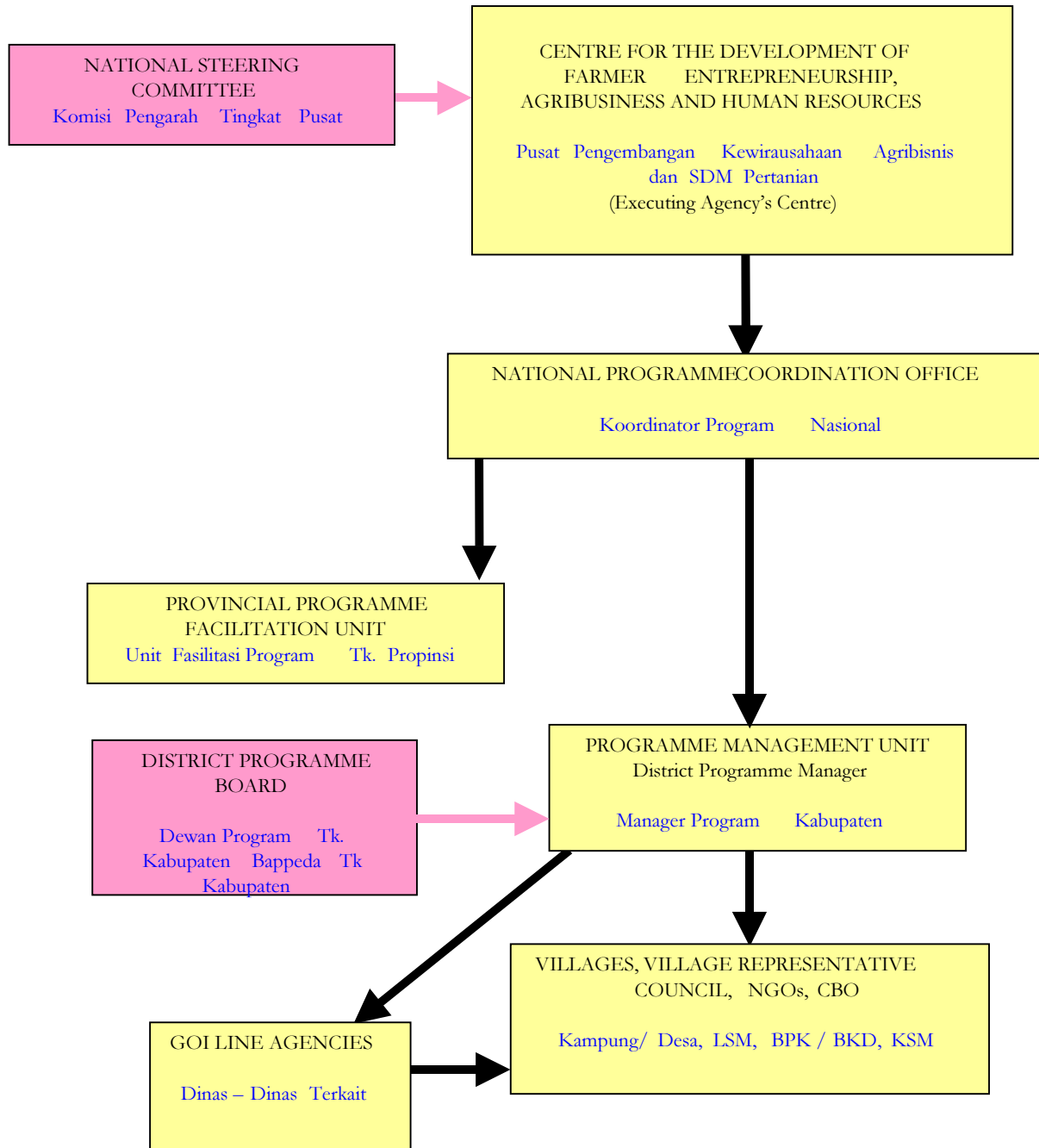
through savings and interest, and supplemented by matching grants provided by the programme subject to overall group performance.

7. The eligibility of SHGs for matching grants will be established on the basis of the following criteria for measuring the institutional strength:

- i) savings performance;
- ii) regularity of meetings;
- iii) average meeting attendance of more than 90%;
- iv) important decisions are taken communally;
- v) minutes of the meetings are properly taken;
- vi) group has already started a lending programme;
- vii) repayment rate is more than 90%;
- viii) clear differentiation in group accounts of savings, interest earned and penalties;
- ix) group has written rules and regulations; and
- x) group rotates its leadership.



PROGRAMME MANAGEMENT STRUCTURE



N.B. Yellow boxes = management function
Pink boxes = advisory function

**FINANCIAL AND ECONOMIC ANALYSIS**

1. **Financial analysis.** Five representative household models have been constructed to demonstrate the potential impact of the programme on individual households. These models are only partial, as they do not quantify other sources of income such as wage labour or collection of NTFPs. The models represent different production systems and poverty categorizations, as follows:

	Without Programme	With Programme
Model 1	Average-Poorer household. 1 ha of swidden; 0.5 ha of coffee; 0.5 ha of cacao; plus a few pigs and some poultry.	Improved swidden production; improved coffee management; replanting of 0.33 ha of improved cacao; vaccination of poultry.
Model 2	Poorer household 1 ha of swidden; plus some poultry.	Improved swidden production; establishment of a mixed 5 ha rattan/fruit garden; vaccination of poultry.
Model 3	Poorer household 1 ha of swidden; plus some poultry.	Improved swidden production; establishment of 0.5 ha of rubber, intercropped with rice for several years; vaccination of poultry.
Model 4	Average-Poorer household 1 ha of swidden; plus some poultry.	Improved swidden production; establishment of 0.5 ha of wet rice.
Model 5	Average-above average household 1 ha of swidden; 0.5 ha of wet rice (but not irrigated)	Improved swidden production; irrigation of wet rice; improved wet rice management; acquisition of two cattle for meat/draught purposes; vaccination of poultry.

2. In the case of all models the impact of the programme on household income is substantial, ranging from a 34% increase in the case of Model 1 to 207% in the case of Model 2. Returns to labour all show improvement (6% to 21%), and compare favourably with prevailing wage rates for all 'with programme' scenarios. For the models analysed, 'without programme' household labour utilization amounts to between 46% and 68% of available labour (assuming two adults per family with 250 days per year for productive activities). This increases to between 64% and 91% 'with programme'. On an annual basis labour availability is therefore more than sufficient to meet the demands associated with the interventions modelled. Seasonal labour profiles indicate labour is generally fully committed around September/October when the swiddens are prepared and planted. The modelled interventions do not create any significant increase in demand for labour over this period.

3. **Economic analysis.** The main tangible economic benefits of the programme would be the incremental value of crop and livestock production resulting from the improved technologies and management systems promoted by the programme, linked with increased provision of credit. East Kalimantan is a net importer of main food crops and meat. The extreme remoteness of many areas within the province makes for very high transaction costs and means that the economic value of local production is likely to be at least as high, if not higher, than current financial farm gate prices.

4. A major programme objective is to promote sustainable use of land and particularly forest resources, against a background of resource exploitation and degradation. The economic cost of the environmental damage currently being incurred is extremely high. The programme is expected to bring about more sustainable use of the natural resource base. The economic benefits of this are likely to far outweigh the benefits associated with incremental production of crops and livestock in the long term. These benefits would include maintaining a long-term productive capacity from a resource that is rapidly being mined, conserving biodiversity, maintaining human settlements that would otherwise have to be accommodated elsewhere in the economy and maintaining forest-based cultures.



5. In addition, a component of the programme seeks to improve security of tenure over land and natural resources. Tenure security is expected lead to better stewardship of these resources, resulting in more sustainable use. This will in turn lead to further environmental and economic benefits.
6. Given the demand-driven nature of the programme's activities and investments, it is not realistic to carry out overall financial and economic analyses of the programme.